

POUR LA RECONQUÊTE DE NOTRE PEUPLE

LE HARFANG

MAGAZINE DE LA FÉDÉRATION DES QUÉBÉCOIS DE SOUCHE

VOL. 9, NO. 2, DÉCEMBRE 2020 / JANVIER 2021

QUÉBEC: NOTRE PAYS, NOTRE GUERRE

CHEVALIERS CROISÉS EN GUERRE CIVILISATIONNELLE

UNE VIE DE SERVICE, ENTRETIEN AVEC L'ABBÉ OLIVIER BERTAU

ÇA CHAVIRE !



Sommaire

- 3 Éditorial
- 4 La pastèque
- 4 Que sommes-nous devenus?
- 5 Les histoires des pays d'en bas
- 6 Dieu et César
- 7 À la mémoire de Pierre Sidos
- 7 Protestation des antimasques
- 8 Québec: notre pays, notre guerre
- 10 Chevaliers croisés en guerre civilisationnelle
- 12 Longue vie Arménie
- 13 Une vie de service : Entretien avec l'abbé Bertaux
- 17 Quelle éducation pour la jeunesse québécoise?
- 20 État islamique 2.0
- 21 L'autre deuxième vague
- 22 Être blanc, c'est acceptable?
- 23 John A. et les autres
- 24 Le traditionalisme révolutionnaire
- 25 Le procès de la démocratie
- 26 Un monde orwelien nommé covid
- 27 Jacques Cartier

Notre équipe

RÉDACTEUR EN CHEF : Rémi Tremblay

RÉDACTION : Candide Lefranc, Marie Groulx, Jérémie Plourde, Charles Danten, CE Boillard, Rock Tousignant, Pierre Simon, Simon Préseault, Renaud Demers, Alexandre Peugeot, Émile Pelletier, Pierre-Antoine Pastédéhouan, Guillaume Imbault

MISE EN PAGE : Simon Préseault

COURRIEL : harfang@quebecoisdesouche.info

SITE : quebecoisdesouche.info

Les articles publiés dans Le Harfang sont la responsabilité exclusive de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement les valeurs ou prises de position de la Fédération des Québécois de souche. L'objectif de cette revue est d'offrir une voix à ceux qui ne peuvent s'exprimer dans les médias de masse pour susciter des débats.

Abonnement

Pour vous abonner, faites nous parvenir la somme de:

10\$ (6 numéros, abonnement annuel PDF)

35\$ (6 numéros, abonnement annuel papier simple)

50\$ (6 numéros, abonnement annuel papier soutien)

4250, 1ère avenue
C.P. 40091 Galeries Charlesbourg
PO Québec (QC)
G1H 7J6

Éditorial

RÉMI TREMBLAY



DE QUOI PARLER EN CE DÉCEMBRE 2020, alors que le Québec subit encore un semi-confinement, que le mouvement Black Lives Matter continue de faire des siennes, que la nébuleuse islamo-terroriste enchaîne les meurtres et attentats en Europe, que la censure continue à tout vents, que les États-Unis connaissent une crise démocratique sans précédents, que Montréal accélère son ensauvagement?

De tout cela, mais aussi de souveraineté bien évidemment.

Car croyez-le ou non, l'indépendance nationale reste, avec l'immigration, l'un des deux enjeux les plus cruciaux pour Le Harfang, tant pour nos auteurs que nos lecteurs. La preuve? Malgré un tirage plus important qu'à l'accoutumée, notre dernier numéro a vite été totalement épuisé et nous n'avons pu fournir à la demande. Du côté de nos auteurs, le sujet fut si populaire que nous avons dû repousser certains articles sur le sujet, d'où la raison pour laquelle nous débordons le dossier du dernier numéro dans les pages de celui-ci. Cela s'explique aisément par le fait que si nous souhaitons préserver notre existence en tant que peuple distinct, il nous faut impérativement couper l'immigration et nous émanciper de la tutelle d'Ottawa.

Il est aussi à noter que beaucoup sont restés sur leur faim en lisant la « grande presse ». Si le 50^e de la Crise d'octobre a permis la publication et la réédition de nombreux livres sur le sujet et a animé les débats durant des semaines, le 25^{ème} du référendum a quant à lui été complètement occulté, si l'on fait exception de quelques petites chroniques ici et là. Surprenant, surtout qu'avec son nouveau chef, Paul Saint-Pierre Plamondon, le cinquième chef de la formation depuis les quinze dernières années, on aurait pu s'attendre à ce que le Parti québécois se serve de cet anniversaire pour relancer la machine. PSPP, qui se positionne comme un souverainiste d'abord et avant tout, rompant ainsi avec l'approche gauchiste inspirée de Québec solidaire, a échoué son premier test avec l'absence de mobilisation autour de cet anniversaire. Quant à François Legault, qui était impliqué dans le comité du Oui et qui avait préparé un budget de l'an zéro pour un Québec libre, il semble avoir définitivement tourné la page sur cette question. Les fédéralistes qui l'accusaient d'être un farouche indépendantiste employant la ruse pour arriver à ses fins avaient tort.

En plus de la suite de ce dossier sur l'indépendance, nous revenons sur les déboulonnages de statues, les protestations anti-masques, l'élection américaine, mais aussi celle nettement moins suivie de la chefferie du Parti vert canadien, et ainsi que sur d'autres sujets d'actualité, notamment le décès du nationaliste français Pierre Sidos. À noter également un article de fond sur l'éducation au Québec, avec état des lieux et perspectives d'avenir, ainsi qu'un article concernant la crise arménienne qui laisse présager un réveil de l'Empire ottoman du néo-sultan Erdogan. Celui-ci est présentement en guerre ouverte contre la France, verbale du moins, et multiplie les provocations antichrétiennes depuis des mois, avec notamment la transformation de Sainte-Sophie en mosquée, mais aussi de nombreuses provocations contre les pays limitrophes. La Turquie, qui jouait depuis des années un jeu trouble, émerge soudainement comme une menace tangible. Nous y reviendrons plus longuement dans notre prochain numéro.

Finalement, nous avons comme invité ce mois-ci l'abbé Bertaux qui, après quelques années passées en Nouvelle-France, reprendra son ministère en France. Cet entretien nous donne l'occasion de jeter un regard sur son œuvre pédagogique au Québec, mais nous permet aussi, grâce à ce regard extérieur, de réaliser un exercice d'introspection nécessaire. Le point de vue de ce prêtre traditionaliste français nous reflète notre propre image, à la façon d'un miroir. À nous d'en tirer les conclusions nécessaires.

Nous profitons de cet éditorial pour vous souhaiter à tous un joyeux et saint Noël. Espérons qu'il ne soit pas une nouvelle occasion pour nourrir les GAFAs de ce monde, ces Amazon et autres multinationales qui sont parvenues, mesures anti-COVID aidant, à voler les parts de marché de notre commerce national, présentement à l'article de la mort. Encouragez les commerces d'ici, non seulement parce qu'ils sont synonymes de qualité, mais parce que nous ne voulons pas d'un monde asservi aux multinationales. Que ce Noël, malgré le contexte défavorable, soit une source d'inspiration et de réjouissance avant d'affronter l'année 2021 qui s'annonce rude, mais porteuse d'espérance.

LA PASTÈQUE

ROCK TOUSIGNANT

L'avantage des partis politiques marginaux, c'est qu'il peuvent sans trop de risque de casse tenter des expériences. Le Parti vert du Canada se dote ainsi d'un nouveau chef: « L'avocate torontoise Annamie Paul, une vraie pastèque, verte à l'extérieur et rouge à l'intérieur, a été élue chef du Parti vert de Canada au terme d'une course extrêmement serrée.



Annamie Paul, une femme noire et juive qui a déjà travaillé à la Cour pénale internationale, a défait son principal rival Dimitri Lascaris après huit tour de scrutin, samedi soir (L'avocate torontoise Annamie Paul élue chef du Parti vert, La Presse, 3 octobre). sortant d'emblée les grands violons la femme racisée n'hésite à jouer cette carte: «Je fais partie de la communauté noire et je suis une descendante d'esclaves. Comme beaucoup de Canadiens noirs, le colonialisme a volé mon identité originelle. Je suis une alliée prête à soutenir et à suivre les dirigeants autochtones dans leurs appels à l'action et à l'autodétermination.: (Annamie Paul élue nouvelle chef du Parti vert du Canada, Journal de Montréal, 3 octobre). Mme Paul voudra peut-être nous expliquer plus tard de quelle colonie canadienne elle est originaire («...comme

beaucoup de Canadiens noirs»). Son père est originaire de Nevis et sa mère de la République dominicaine.

Pour ce qui est de sa judéité, il faut bien conclure qu'elle est un peu incidente car elle résulte de sa conversion au judaïsme (la religion de son époux).

Annamie Paul n'a pas que des ambitions environnementales. «Annamie Paul a indiqué qu'elle aurait deux priorités: s'attaquer aux changements climatiques et réparer le filet social, qu'elle estime être « incomplet et fragile». Elle a tendu la main aux écosocialistes, en disant que toute monde était bienvenu au Parti vert. Mais elle rappelle que le programme du parti de 2019 était déjà très progressiste, en proposant un revenu minimum garanti, un programme d'assurance-médicaments, l'éducation post-secondaire pour tous et

la décriminalisation de toutes les drogues.» (Annamie Paul remplacera Elizabeth May à la tête du Parti vert du Canada, Le Devoir, 4 octobre). Le programme du Parti Vert et de Mme Paul n'est pas seulement de gauche, il est anti Québec avec cette volonté d'une éducation pour tous, à l'image de toute la gauche canadienne (PLC, NPD) d'ailleurs. On ne voit pas le rapport entre les changements climatiques et la décriminalisation de toutes les drogues, à moins que Mme Paul ne considère qu'une population proprement gelée considère le problème comme réglé. Les victimes de la décriminalisation devront être pris en charge par les services provinciaux de santé (autre façon de s'ingérer (de s'imposer) dans les champs de champs de compétence provinciaux.

QUE SOMMES-NOUS DEVENUS?

ROCK TOUSIGNANT

La crise de la COVID -19, nous conduit à poser un triste constat sur l'état du Québec français. Que sont devenus les descendants des pionniers qui bâtirent ce pays, les descendants des coureurs des bois et de ceux qui ont exploré ce continent du Mississippi aux Rocheuses? Les descendants des rebelles de 1837 et des fils de la Liberté de 1838? Il faut avoir beaucoup d'imagination pour les reconnaître dans cette population se promenant docilement masquée et fleurant bon le Purell.

Faut-il attribuer cette docilité à la Conquête et à plus de deux siècles d'occupation étrangère? Certains chercheront plus près de nous et concluront que les deux défaites référendaires brisèrent le ressort qui avait émergé au cours des années 1960. La crise de la COVID-19 est désolante pour cette démonstration qu'elle donne de la docilité à la population aux ukases des gouvernements. Les plus optimistes voudront peut-être voir dans cette volonté de protéger les autres, un écho des initiatives communautaires d'autrefois, comme les corvées. Il ne s'agit pas de dire à tout un chacun d'abandonner le masque et la distance physique, mais

de rechercher l'équilibre entre reconnaître les impératifs sanitaires et l'exercice d'une liberté responsable. Dans les circonstances, il faut savoir garder raison. Rien de plus triste que de voir des passants marchant sur nos trottoirs, masque sur le nez, alors que le gouvernement n'a jamais parlé de port obligatoire ailleurs que dans les lieux publics fermés.

Au-delà de cette prudence sanitaire, il est possible de conclure qu'il ne se fera rien de grand politiquement si nous ne retrouvons pas l'esprit audacieux et volontiers aventureux des Radisson, Jolliet, Chénier et Riel, ou cet esprit est-il passé? Le pays ne se fera pas avec les «

masqués» qui arpentent nos rues.

Retrouverons-nous cette audace lorsque la crise sera derrière nous, si elle l'est un jour? Qui, à l'instar d'un Danton à la tribune de l'Assemblée nationale française en septembre 1792, osera lancer: « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ».

Qui trouvera un micro à tendre, ou une caméra à offrir, à un moderne De Gaulle lançant aux Québécois francophones un « Debout, il vous reste des luttes à livrer et à gagner! Les peuples qui s'endorment sont des peuples qui meurent. »



LES HISTOIRES DU PAYS D'EN-BAS

SIMON PRÉSEULT

À L'HEURE D'ÉCRIRE CES LIGNES La saga judiciaire entourant les résultats du vote des élections américaine n'est toujours pas conclue. Malgré l'empressement des médias subventionnés à déclarer Biden vainqueur dès le 7 novembre, de nombreuses irrégularités subsistent encore dans plusieurs États.

Ce n'est pas l'Associated Press, l'AFP, CNN et encore moins le Journal de Montréal qui proclament le président des États-Unis, mais bien le collège électoral des grands électeurs. Et n'en déplaise à la quasi-totalité des chroniqueurs politique québécois, comme la contestation des votes par le clan Trump est présentement devant les tribunaux, c'est la Cour suprême qui tranchera.

On peut faire comme le citoyen lambda, ouvrir sa grosse Presse et lire les événements à la surface: voir dans la contestation des résultats, une énième marque du flagrant déséquilibre mental du pire président que la terre ait porté, publier un commentaire bien-pensant sur les réseaux sociaux et aller se coucher. Trudeau et cie trépignent d'impatience de revoir « l'Amérique mener le monde » avec l'équipe Biden. Plus de mesures liberticides anti-covid, plus de taxes pour lutter contre le réchauffement climatique, plus de diversité partout, plus de bombes pour exporter la démocratie dans le monde entier...

Qu'importe les innombrables irrégularités du jour du scrutin, la toute puissante télévision a déclaré le vainqueur, les faits importent peu et pour la populace, c'est chose faite. Nous sommes devant le pouvoir absolu de la bureaucratie totalitaire. Dans cette société, prédite dans la Société du spectacle de Guy Debord, nous vivons dans un présent perpétuel, où tout n'est que spectacle. Un présent perpétuel étrangement similaire au monde de 1984. Le pays réel indispose le pouvoir, résilient et borné dans ses traditions, le virtuel sera donc priorisé. Alors, qu'importe qu'une armée de morts-vivants ait voté pour le candidat « Walking Dead »; la fabrique de l'usine mondiale de l'image ne s'enfargera pas dans ce détail.

Pour analyser la nouvelle, on peut également prendre les chemins de travers, creuser le sillon de ces sources loin des médias mainstream, et lire le truc à la manière d'un roman d'espionnage. Tous les ingrédients s'y retrouvent: le « raid » aux locaux Scytal en Allemagne, la filière canadienne de Dominion Voting, leurs filiations avec la nébuleuse Soros. Les aventures des Biden en Ukraine et en Chine communiste, le financement occulte des antifas et, au-dessus du complot, l'ombre d'Obama. On prend alors à contre-sens l'avis des multiples ministères de la Vérité qui « décryptent » l'actualité et on met tout ça en relation avec l'ordre exécutif du 12 septembre 2018 contre l'ingérence étrangère lors d'élection américaine. Il ne reste plus qu'à sortir le pop-corn et attendre la purge.

Et c'est là que le bât blesse: d'un côté comme de l'autre on se perd en conjonctures et en prospectives. L'audimat québécois reste rivé devant son écran, en attendant la suite du roman-savon, cloué dans l'inaction. Il est quand même ironique de voir le pays qui exécuta les Saddam Hussein et Kadhafi de ce monde au nom de la démocratie « made in the USA », crouler sous des systèmes de fraude digne des pires régimes dictatoriaux d'Afrique. Parce qu'au final, sommes-nous américains? En quoi ce qui se passe au pays de l'oncle Sam nous affecte-t-il réellement? Est-ce Trump qui a ouvert le chemin Roxham? Est-ce Biden qui hypothéqua la jeunesse en plombant la dette canadienne de 343 milliards en 2020? Est-ce Trump qui est responsable pour les 50 nuances de bruns en millions d'exemplaires que nous allons collectivement nous prendre en pleine gueule pour les trois prochaines années? Ou bien est-ce Biden qui dicte les mesures liberticides que le délire

covidien nous impose jusque dans les cours d'école de nos enfants?

Non.

Bien sûr le marionnettiste joue sur plusieurs cordes et avoir un Trump à la Maison Blanche pour un autre quatre ans pourrait changer la balance du pouvoir international. Mais comme le disait si bien Lionel Groulx, ce ne sont ni les régimes, ni les constitutions, ni les systèmes qui font l'histoire, mais bien les hommes. Alors est-ce qu'on peut s'occuper de notre pré-carré juste un instant? Qu'un candidat ou l'autre l'emporte, une nouvelle forme de guerre civile est à nos frontières et qu'on le veuille ou non, l'épisode Covid n'est que le cache-sexe d'un système qui était dû pour tomber. L'immanence de la crise du Capital est irréversible, le débat entourant les taux d'intérêt négatif est là pour le prouver.

Alors aussi bien suivre les conseils de Dimitry Orlov (que tous devraient d'ici là lire) et tisser des liens d'entraide et de communauté plus étroits avec nos entourages immédiats. Internet isole et nous dresse les uns contre les autres, mais « le frère aidé de son frère est une forteresse imprenable ». Pour ceci nous pouvons prendre exemple sur les paroles que Trump prononça lui-même aux Nations Unies: « Si vous voulez la paix, aimez votre nation. Le futur n'appartient pas aux mondialistes, le futur appartient aux patriotes. » Laissons les états-unis à leurs problèmes, aussi existentiels soient-ils, et faisons ce que nous faisons depuis plus de quatre siècles, résister ensemble. Si chaque état-nation faisait de la sorte le monde s'en porterait mieux.





ROCK TOUSIGNANT

Le pape François tient à ce que son pontificat marque de façon parfois discutable (voir ce blogue, Le Trêre, 5 octobre) l'histoire et l'évolution de l'Église catholique. Chacun jugera de la valeur de sa contribution à l'aulne de sa foi ou de ses convictions. Dernière prise de position du pape celle sur les homosexuels et les unions civiles: » Le pape François a défendu mercredi le droit des couples homosexuels, «enfants de Dieu» de vivre au sein d'une «union civile» qui les protège légalement. [...]»Ce qu'il faut c'est une loi , elles ont droit d'être couvertes légalement .

J'ai défendu cela, » a-t-il souligné dans ce documentaire intitulé « Francesco » et réalisé par Evgeny Afineevsky. Il convient de se méfier de cette déclaration tirée d'un documentaire dont nous ignorons les conditions de réalisation et de montage, en gardant prudemment en mémoire cette réflexion de Voltaire disant : « Sortez-moi une citation de son contexte et je vous fais pendre ». Il ne s'agit pas ici de pendre le pape, il reste toutefois fermement opposé au « mariage » gai qui doit se faire nécessairement entre un homme et une femme. (Le pape François défend le droit à l'union civile pour les couples homosexuels, Le Devoir, 21 octobre).

Quoiqu'il puisse dire, Bergoglio reste dans ses marques, ses marques et celles de l'Évangile. Il ne change pas le message fondamental de l'Église en demeurant fidèle à celui de l'Évangile qui se trouve dans le Lévitique et qui est la position de la plupart des grandes églises chrétiennes (« Tu ne coucheras point avec un homme comme on couche avec une femme. C'est une abomination [18.22]. Si un homme couche avec un homme comme on couche avec une femme, ils font tous les deux une chose abominable; ils seront punis de mort: leur sang retombera sur eux [20.13] »)

Il faut aussi savoir raison garder, nous ne sommes pas en présence d'une encyclique ou d'une lettre encyclique comme pour Fratelli Tutti. La déclaration a été faite dans le cadre d'une entrevue.

En excluant l'idée même du mariage religieux pour les homosexuels et ne parlant que d'union civile, le pape demeure fidèle à l'Évangile, en rendant à César ce qui revient à César et en laissant à Dieu ce qui est à Dieu. À César les unions civiles, à Dieu les mariages. À l'Église catholique la position voulant que les comportements homosexuels soient des « comportements intrinsèquement désordonnés ». L'Église accueille et ouvre les bras aux homosexuels, mais elle condamne les actes homosexuels. Une personne homosexuelle menant une vie chaste aurait donc sa place dans l'Église. Le caractère « ligne de crête » de cette politique est évident, surtout dans une époque encourageant la plus large pratique des activités sexuelles, dans un véritable « Je jouis, donc je suis ».

Il faut rappeler qu'au Québec, l'union civile est surtout un mode d'organisation des rapports civils et économiques au sein du couple. Et le pape ne parle favorablement des unions civiles que parce qu'elles permettraient de protéger légalement les homosexuels « unis civilement », l'union civile pouvant être utilisée par des couples hétérosexuels peu désireux de se marier même civilement. Il faut savoir que la dissolution éventuelle de l'union civile peut être obtenue aux termes d'une procédure plus simple que celle d'un divorce devant les tribunaux. Au Québec et un peu partout dans le monde, la société et les législateurs n'ont pas attendu l'approbation de l'Église catholique pour adopter et faire entrer en vigueur le mariage entre conjoints

de même sexe. Au Québec, l'union civile est entrée en vigueur en 2002, adoptée par le gouvernement du Québec avant que le mariage pour les conjoints de même sexe ne soit autorisé par le gouvernement canadien. L'union civile encadre les rapports économiques et sociaux entre les conjoints « unis civilement », l'union civile portant ainsi constitution d'un patrimoine familial et prévoyant le choix d'un régime matrimonial, d'une résidence familiale (et sa protection), de règles de dévolution successorale. Les « unis civilement » sont tenus aux règles et aux charges du mariage (faire vie commune, se donner affection et support, etc). Les règles de l'union civile québécoise rejoignent celles des institutions similaires dans le monde, par exemple le pacte de solidarité français (le Pacs). Les législateurs souhaitaient encadrer les partenariats entre conjoints de même sexe et leur permettre d'éviter le désert juridique de l'union de fait, autant pour les conjoints que pour les enfants. Si l'intention du pape se limite à cet aspect, il n'y a pas lieu de s'empêcher de dormir. Plus inquiétante cependant est la partie de la déclaration traitant de famille, inquiétante car source éventuelle de confusion chez les fidèles. Le bien des enfants sera-t-il assuré dans ces familles et ces parents homosexuels ? Certains en douteront.

Pour l'heure, ce pape n'a pas encore lâché le morceau, mais il ne le tient pas fort. La situation n'est pas rassurante, si ce pontificat devait durer.



À LA MÉMOIRE DE PIERRE SIDOS

RÉMI TREMBLAY



LE 4 SEPTEMBRE DERNIER NOUS QUITTAIT LE MILITANT FRANÇAIS PIERRE SIDOS, arrivé au bout de la rivière tumultueuse que fut sa vie au service de sa nation. Engagé dès son plus jeune âge et sans jamais se renier, il fut l'une des principales figures du nationalisme d'après-guerre en France, le fondateur et le chef des organisations nationalistes Jeune Nation (1949-1958) et l'Œuvre française (1968-2013).

Sidos fit ses armes dans le francisme de Marcel Bucard, un engagement qui lui coûta deux années de liberté. Dès 1949, il y a donc 70 ans déjà, il fondait l'organisation Jeune Nation, qui devint le principal fer de lance du nationalisme français dans les années 50, affrontant directement les forces communistes, alors fort bien organisées. Son proche conseiller était nul autre que Dominique Venner, alors jeune homme au cœur rebelle. Plongé dans la tourmente de la crise algérienne, le mouvement Jeune Nation fut interdit sous la IVe République, le Parti nationaliste - constitué en 1958

pour prendre la suite de Jeune Nation - fut interdit par le gouvernement gaulliste en 1959 et Sidos dut passer un an en prison pour avoir tenté de reconstituer une organisation dissoute. Il continua de militer ardemment, cofondant la Fédération des étudiants nationalistes, avant de fonder Occident, puis finalement en 1968 l'Œuvre française, laquelle il dirigea jusqu'en 2012 avec un dynamisme que même le temps ne parvint pas à éroder. L'année après sa passation du flambeau à notre ami Yvan Benedetti, l'Œuvre française serait elle-même interdite dans la foulée de la tristement célèbre Affaire

Méric, bien qu'elle n'y fut pas impliquée ni de près ni de loin.

Durant sa carrière militante, Sidos avait subi sans reculer les coups de l'ennemi, les partisans d'une république sans foi ni dignité. Sa valeur fut reconnue tant par Salazar que par Juan Peron, qui rencontrèrent celui qui nous laisse comme legs la croix celtique. Car oui, si aujourd'hui, de par le monde de nombreux mouvements nationalistes arborent la croix celtique, il fut le premier à mettre de l'avant ce symbole dans un contexte politique.



C-E BOILARD

En dénonçant des complots imaginaires, comme l'utilisation de la technologie 5G ou de la vaccination pour contrôler la population, et en accusant le gouvernement du Québec de dictature en raison des mesures mises en place contre la COVID-19, le mouvement de protestation antimasques se trompe de cible, en plus d'amener du discrédit sur le mouvement nationaliste populiste, que ses ennemis ont pris l'habitude de désigner sous le terme de complotiste pour le dénigrer. Le vrai complot et la vraie dictature, ce sont les menées de la secte politiquement correcte pour exercer une influence déterminante sur la société et censurer ou dénigrer quiconque s'y oppose. Lors de la présente épidémie, elle a conduit une propagande de panique et encouragé

les responsables gouvernementaux à maximiser les mesures de contrainte. Certes, le complot politiquement correct ne correspond pas à l'image naïve qu'on se fait d'un complot : il s'agit plutôt d'une mouvance idéologique infiltrée dans tous les rouages de la société et dont la cohésion provient de l'adhésion automatique de ses adeptes à toutes les causes étiquetées comme « progressistes ». Néanmoins, ses menées ont le même résultat qu'un complot.

Le mouvement de protestation antimasques a cependant une utilité. En effet, la docilité avec laquelle tant de Québécois, se comportant comme des coronaiifs, se sont pliés sans protester à toutes les mesures adoptées

pour juguler la contagion, même les plus désastreuses socialement et économiquement, a pu laisser croire à certains qu'il suffirait désormais de décréter l'existence d'une urgence quelconque (crise climatique, crise des inégalités raciales etc.) pour imposer sans opposition aux Québécois toutes sortes de mesures coercitives, en les prétendant justifiées par la science. Heureusement, la protestation antimasques les a détrompés. L'habitude de ceux qui critiquent les antimasques de ridiculiser leur mot d'ordre de liberté, en le déformant en « libaaarté », montre bien que ces bien-pensants ne se soucient de la liberté d'opinion que lorsqu'elle correspond à la leur.



QUÉBEC : NOTRE PAYS, NOTRE GUERRE

KARL FISET

POUR CONNAÎTRE L'AVENIR IL FAUT D'ABORD CONNAÎTRE LE PASSÉ. Un homme me disait un jour : « Un Québécois qui n'est pas indépendantiste est quelqu'un qui ne connaît pas son histoire. » Je suis d'accord avec cette affirmation. Depuis des années, les médias nous vendent le Québec comme un lieu sans histoire. À écouter parler le commun des mortels assis devant son café au Tim Hortons, le Québec ne serait qu'une simple province canadienne où l'on vit à l'américaine et l'on parle français.

Or, l'Histoire est complexe et la nôtre peut-être encore davantage puisqu'elle est truffée de mensonges. Déterrer nos racines afin de renouer avec nos ancêtres équivaut à marcher en terrain miné. Pourtant, nous devons avancer. À l'aire de l'information, l'ignorance est un choix. Il est urgent de se cultiver pour s'élever au-dessus des tromperies et redécouvrir notre histoire pendant qu'elle nous est encore accessible. Qui refuse de connaître ses origines aura du mal à exister et à s'accomplir dans le présent. Ne tentons pas de faire dans la dentelle et donnons l'heure juste aux lecteurs. Nos jours sont comptés.

Pierre Falardeau répétait sans cesse que le Québec est un pays conquis par la force en 1760, écrasé par la force en 1837-38 puis annexé par la force en 1840. Quoi dire de plus ? Qu'on le veuille ou non, le Québec est notre patrie et notre patrie n'est pas libre. Nous sommes un pays conquis, fédéré de force en 1867 pour former le Dominion of Canada (Confédération). Le nier, c'est sortir du réel. Ceci étant dit, deux options s'offrent aux Québécois : collaborer ou résister. Pour moi, la question ne se pose même pas, j'ai choisi la résistance. La situation politique du Québec n'est pas compliquée. Elle est vieille comme le monde. C'est l'histoire d'une lutte à mort entre deux peuples pour une terre. C'est le récit d'une domination. Le dominant veut rester sur le dessus, l'autre tente de se relever et de reprendre sa place. Dans l'histoire de l'humanité, les seuls peuples qui ont survécu jusqu'à nos jours sont ceux qui se sont dotés d'un État. Les autres sont systématiquement disparus. Collaborer, c'est choisir de mourir lentement mais sûrement. En revanche,

résister c'est vivre en hommes libres. Vivre en hommes tout simplement. La victoire est-elle assurée ? Va-t-on gagner ? À vrai dire, nos chances de succès diminuent de jour et en jour, et d'un point de vue strictement mathématique, on risque de disparaître. Or, la vie n'a rien d'un calcul comptable. Au point de vue de la virilité traditionnelle bien comprise, résister et souhaiter l'indépendance est la seule option. Les hommes ne sont pas faits pour se laisser dominer sans broncher. Pour paraphraser le poète Gaston Miron, tant et aussi longtemps que l'indépendance ne sera pas faite, elle restera à faire.

Le Québec est en guerre. Nous sommes venus au monde avec ce conflit. Il fait partie de notre ADN et coule dans nos veines ! Il faut se battre avec rage et embrasser le combat national, joyeux, confiant, le couteau dans les dents. Piégé par la démocratie libérale et le parlementarisme britannique, en bons colonisés, nous avons accepté de jouer selon les règles fixées par nos rivaux. La marche vers l'indépendance n'est pas une joute bureaucratique, c'est une guerre. Plusieurs semblent l'avoir oublié. Cette guerre a débuté en 1760 aux lendemains de la Conquête et ne sera pas terminée tant que le Québec sera occupé. Dans cet affrontement vieux de 260 ans, il y a deux camps : eux et nous. Eux ne jouent pas, ils sont prêts à tout pour parvenir à leurs fins, prêts à tout pour nous écraser. J'ai parfois l'impression que nous sommes devenus candides. N'y voyez pas une incitation à la haine... Il ne s'agit pas d'haïr les gens du camp d'en face, mais cessons de les traiter en adversaires et traitons-les comme ils sont : nos ennemis. Des deux bords du Saint-Laurent, ils

ont brûlé nos villages, déclaré les mesures de guerre et envoyé l'armée contre notre peuple. Ils ont rapatrié la constitution dans notre dos, triché aux élections en achetant des votes avec leur argent sale et ça, ce n'est que la pointe de l'iceberg, pour reprendre la célèbre expression. Savez-vous quoi ? Je ne leur en veux même pas. Je respecte la détermination de ces foutues têtes carrées. La guerre, c'est sale et tous les coups sont permis. Ils jouent salaud ? Tant mieux, les masques tombent ! Cessons d'être bon joueur, c'est notre vie qu'on risque à chaque instant. Il faut être ferme et apprendre à jouer brusque dans les coins nous aussi. On veut un pays et on va tout faire pour l'avoir. Arrêtons de pleurnicher. Qu'ils tentent de nous en empêcher pour voir. On va contre-attaquer et les écraser. Suis-je assez clair ? Suite aux événements d'octobre 70, René Lévesque disait que l'indépendance ne valait pas la vie d'un homme. Sauf tout le respect que j'ai pour ce grand politicien, si vraiment l'indépendance ne vaut pas la vie d'un homme, qu'on arrête d'en parler maintenant. Franchement ! Une lutte politique comme la nôtre vaut la vie de bien des hommes. Quiconque n'est pas prêt à mourir pour ses idées ne mérite pas de vivre. Le bien commun prime sur le bien individuel. Le Québec a un cancer. Il va continuer de croître jusqu'à ce qu'il nous tue. Il faut nous retrousser les manches et le combattre pour freiner sa progression et l'éradiquer. Permettons-nous collectivement de rêver de rémission.

J'entends parfois des pauvres types me demander pourquoi le Québec devrait aspirer à l'indépendance ? Aussi bien dire, pourquoi désirer la liberté ? Parce que

! La liberté est un but en soi. De nombreux Québécois semblent avoir perdu le goût de cette liberté. Mais c'est ça aussi le combat national, c'est non seulement se battre contre nos ennemis, mais c'est aussi se battre contre des idiots bien de chez nous, confortablement assis dans leurs cages à écouter Netflix et acheter des cossins en ligne. On peut être un Québécois de souche et un crétin à la fois. J'aime mon pays et j'aime mon prochain, mais parfois c'est difficile, je l'avoue. Il y a des gens qui n'ont tout simplement pas le niveau requis pour comprendre notre lutte, c'est hors de leur portée. Ils ne comprendront jamais... Prions pour eux, mais ne perdons pas notre temps à tenter de les convaincre infiniment. Avançons avec ou sans eux. La Confédération est une cage dans laquelle le Québec est enfermé, soumis par droit de conquête. Cessons nos luttes fratricides, comme disait Honoré Mercier, unissons-nous et défonçons la porte une fois pour toute. Sortons. Le peuple québécois a le devoir de se libérer. Comme tout militaire fait prisonnier pendant une guerre, le Québec doit tenter de s'échapper du piège fédéral à la moindre occasion.

Savons-nous seulement encore ce que c'est d'être Québécois ? Le Québécois est un descendant des colons français venus s'implanter dans la vallée du Saint-Laurent au 17^{ème} siècle au temps de la Nouvelle-France. Historiquement, le Québécois parle français, est de religion catholique et a le fleurdelisé pour emblème. Oui, le peuple québécois existe. Quiconque ne répond pas à ces trois critères n'est pas un Québécois. C'est une réalité historique, culturelle et



anthropologique. Le nier, c'est se couper de la réalité et réfléchir en abruti. Abandonnons dès aujourd'hui ces fumisteries de souverainisme géographique et de nationalisme civique. Il ne suffit pas d'habiter entre les frontières du Québec et de payer des taxes et des impôts au gouvernement provincial pour être québécois. Est-ce si compliqué à comprendre ? Si je pars vivre au Japon, est-ce que je deviens un Japonais ? Bien sûr que non. Pourtant, c'est la même chose. Une personne s'exprimant en anglais, protestant de par sa religion et qui refuse de fêter la Saint-Jean le 24 juin n'est pas un Québécois, c'est un Anglais vivant au Québec. Un Chinois anglophone travaillant dans un dépanneur de Montréal n'est pas un Québécois, c'est un Chinois venu gagner sa vie chez nous. En revanche, si un immigrant veut venir vivre au Québec en français, s'intéresse au catholicisme et est prêt à défendre notre drapeau, je vais l'accueillir à bras ouverts. Au risque de me faire des ennemis chez une certaine droite néopaienne identitaire, être Québécois, ce n'est pas seulement pas une histoire de couleur de peau. On peut devenir Québécois. Je le pense sincèrement. Seulement, ça n'arrive pas souvent, pour ne pas dire jamais. C'est d'ailleurs pour ça que depuis toujours, l'Angleterre puis le Canada anglais utilise l'immigration contre les intérêts québécois. L'immigration massive est un outil pour balayer la question nationale sous le tapis. Est-ce raciste de le dire ? Peut-être. Tant pis ! Que nos ennemis nous traitent de raciste s'ils le veulent. Pourquoi se préoccuper de leurs opinions comme un adolescent comptant ses « likes » sur Facebook ? La vie n'est pas un concours de popularité, c'est un combat. Pour citer encore Pierre Falardeau : « Je ne veux pas savoir d'où viennent les gens, je veux savoir où ils vont. » S'ils vont à la même place que nous, ce sont nos frères. Cependant, s'ils vont en sens inverse, ce sont nos ennemis. À ce propos, arrêtons d'affirmer haut et fort dans les médias que les Québécois ont rejeté l'indépendance en 1995. Malgré tous les coups bas du camp adverse, 63% des Québécois ont voté oui au dernier référendum. Une fois de plus, nous voyons toutes les limites de cette sacro-sainte démocratie.

Chaque peuple possède ses intérêts. La culture québécoise doit continuer d'exister. Nous ne désirons pas l'indépendance pour s'assimiler à l'étranger... Ce serait un non-sens. Vouloir un État québécois présuppose forcément l'assimilation des étrangers dans le but avoué d'en faire des Québécois. Depuis la Conquête, il existe trois groupes de gens au Québec : des Québécois, des Anglais et des immigrants choisissant de rejoindre un des deux premiers groupes. Message important à tous les immigrants qui arriveront cette année sur la terre de nos pères : réfléchissez et choisissez bien votre camp. Si vous venez vivre chez nous pour vous intégrer au camp

adverse, vous deviendrez nos ennemis. Ce ne sera pas à cause de votre ethnie, mais à cause de vos idées. En contrepartie, si vous épousez la cause nationale, vous deviendrez l'un d'entre nous. La lutte pour l'indépendance est un enjeu sérieux.

Orwell écrivait : « Qui contrôle le présent contrôle le passé et qui contrôle le passé contrôle l'avenir. » Le pouvoir assied précisément sa légitimité sur ce contrôle du passé. Il nous domine par la ruse et nous garde au sol par le mensonge. À tous les niveaux, le système nous empêche d'étudier l'histoire et de nous inscrire à la suite de nos braves ancêtres. L'histoire officielle est fautive. Ce n'est d'ailleurs pas de l'histoire mais de la propagande d'État. Jacques Cartier ne rêvait pas de fédéralisme tout comme Samuel de Champlain ne rêvait pas de multiculturalisme. C'est à la fois anachronique et bête. Bête comme cette absurde légende urbaine des deux peuples fondateurs. Il y a un peuple fondateur : nous. Il y a un peuple conquérant : eux. Le Canada n'est pas le fruit d'un travail d'équipe, c'est un subtil processus d'exploitation.

Le combat politique n'est pas facile. Il est impératif de s'élever au-dessus de notre prison mentale. Chacun doit mettre l'épaule à la roue et participer à la construction du pays québécois, il en va de notre honneur et de notre survie. Ne nous laissons pas bernier. Nos ennemis sont rusés. Ils voudront nous faire dévier de notre objectif, il faudra rester alertes et garder le cap. Ne mordons pas à l'hameçon de la société distincte et méfions-nous de cette reconnaissance comme nation québécoise. Accepter ses sobriquets, c'est renoncer à notre mission. C'est bien mignon tous ces surnoms, mais on veut un pays. La souveraineté ne résoudra pas tous nos problèmes. L'indépendance n'est pas une baguette magique, mais elle nous donnera au moins les clefs de notre destin.

11 septembre 2001 ou COVID-19, devenir un pays doit demeurer notre priorité numéro un. Comme je l'écrivais plus haut, la victoire est loin d'être assurée. La société québécoise change. Les militants de longue date vieillissent et deviennent paresseux, tandis que les plus jeunes sont tout simplement ailleurs, la tête dans le Cloud, le cul sur TikTok et le regard fixé sur le mondialisme. Par couardise et lâcheté, notre peuple peut trahir ses origines et choisir de s'éteindre. C'est d'ailleurs ce qui est en train de se passer. Prions pour qu'un homme d'État se lève rapidement, réveille les endormis, inspire la jeunesse et nous dirige vers la victoire. D'ici là, gardons espoir et rêvons de revanche. Nous pouvons encore vaincre.



CHEVALIERS CROISÉS EN GUERRE CIVILISATIONNELLE



SYLVAIN GAUTHIER

« IL EST OÙ LE BONHEUR » CHANTE-T-ON DE MANIÈRE AMUSANTE. « IL EST OÙ LE NATIONALISME CAQUISTE », POURRAIT-ON AUSSI CHANTER ? Les nationalistes québécois le réalisent de plus en plus : notre lutte devient démographique. L'immigration massive dénature notre paysage. Le gouvernement Legault ne le comprend pas. Ou ne veut pas le comprendre. Pire, il augmentera à nouveau les seuils d'immigration. Éluë pour ses idées nationalistes, la CAQ n'est en fait qu'un clone libéral.

Les nationalistes doivent axer leur discours autour de l'immigration. C'est notre priorité, notre champ d'action. L'immigrationnisme est l'outil principal d'une mentalité multiculturaliste qui s'est infiltrée partout. Notre civilisation s'autodétruit. Pour la première fois depuis la chute de la Rome antique, l'Occident recule. Les invasions barbares, qui marquèrent la fin de la puissance romaine, se réincarnent en 2020 dans un prisme mondialiste soutenu par nos élites. Le multiculturalisme entraîne le communautarisme, la multiplication des conflits ethnoculturels et un ensauvagement rapide. Nous le voyons en France avec la racaille qui pullule les rues. Les tensions raciales aux États-Unis symbolisent les ratées de ce vivre-ensemble. A travers ce chaos, l'islam conquérant s'amène. Il avance vite. Sa mission d'anéantir et de soumettre notre société fait craindre le pire. L'islamisation occidentale n'est ni une blague, ni une fabulation. Elle est bien là.

Nous vivons une période trouble. Il y a cette fausse crise raciale orchestrée par une gauche devenue agressive. Puis une crise covidienne exagérée qui pave la voie à une récession économique et à un

monde orwellien. La gauche mondialiste est derrière ces crises qui ne servent ni plus ni moins qu'à nous affaiblir. Elle aspire à s'emparer du pouvoir et à le conserver. En réalité, ses magouilles profiteront plutôt à un islam qui, par les largesses de nos politiciens, a su prendre de la force et former une machine de guerre redoutable. L'islam incarne non pas un allié à cajoler et à victimiser mais une menace réelle. Les petits génies de la gauche lui ont offert l'hospitalité, un cadeau au destin funeste, qui n'est pas sans rappeler l'image de Priam, roi légendaire troyen qui accueillit le Cheval qui allait permettre ensuite à l'armée grecque d'anéantir sa cité. Une gauche qui espère soumettre la population à son communisme mais qui, comme idiotie utile, sera la première sacrifiée par un régime islamiste qu'on imagine cruel.

Ce sont ces mondialistes va-nu-pieds qui ont vendu l'Occident. La classe politique, accompagnée de ses compagnons idéologiques, laissera comme héritage une société en ruine. C'est cette gauche qui attise la haine et le désordre, non pas la droite, le nationalisme ou Trump... Pendant ce temps, des

métropoles s'écroulent : Montréal, Londres, Paris, Chicago, New York, Seattle, Portland. La gauche perd la raison. Elle laisse l'extrémisme à la sauce antifa parler en son nom. Dans des gestes à caractère révolutionnaire, ces groupes déboulonnent des statues, vandalisent des quartiers, effraient les gens. Une pratique doctrinaire du révisionnisme historique. Une violence verbale et physique. Le fruit d'années d'endoctrinement socialiste et multiculturaliste.

(NOTE: UTILISONS LE TERME RÉVISIONNISME HISTORIQUE AVEC PRUDENCE, CAR LE RÉVISIONNISME N'EST PAS MAUVAIS EN SOI, MAIS L'ORDINAIRE DE L'HISTORIEN COMME DIRAIT FAURISSON)

Les politiciens ne réagissent pas. Cette inaction confirme une certaine complicité idéologique. Des politiciens excités par ce radicalisme progressiste. Ou des politiciens naïfs qui ne regardent que par la lorgnette du signalement de la vertu. Les nationalistes, dans cette ère multiculturaliste, ont été méprisés, censurés, ostracisés. La gauche

redoute l'énergie patriotique qui peut soulever les foules. Jadis figures de fierté et vecteur d'un réveil populaire, les nationalistes se sont longuement confinés dans une espèce de pusillanimité contagieuse. Quelques braves résistèrent. Les mesures covidienues liberticides et l'ascension des mouvements anarcho-bolchéviques firent lever une nouvelle horde de patriotes qui voulurent mettre fin au despotisme politique et à l'hégémonie gauchiste. L'effondrement de leur pays les attristait. Laissée aux mains de brigands idéologiques, leur patrie adorée était mal en point. Les nationalistes ont un défi colossal à relever. Ils doivent sortir de leur tanière, entraîner le peuple avec eux et combattre une gauche mondialiste militante. La majorité silencieuse, celle qui est restée à l'écart pendant une bonne partie de la crise du coronavirus, manifeste petit à petit son ras-le-bol devant l'abus de pouvoir covidien et le comportement d'une gauche terroriste.

L'Occident fissure de partout. Lorsque nous le croyions à l'agonie, il a toujours su se relever. Les grandes guerres mondiales auraient pu l'abattre à tout jamais; la montée du communisme et la Guerre froide avaient les ingrédients pour le renverser; de même que le sang versé, la douleur, la peur de l'inconnu, la famine et la destruction exprimés par les guerres civiles et les révolutions - comme pour la France révolutionnaire, des années qui parurent des siècles, où l'orage ne semblait pas vouloir prendre fin, mais qui un jour vit réapparaître les rayons de soleil qui redonnèrent ses lettres de noblesse à cette grande dame qu'est la France. Il y a de l'espoir. Les nationalistes auront le dernier mot s'ils agissent intelligemment. Cette lutte sera différente d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre. Mais une réalité devient incontournable : pour sortir du marasme mondialiste, l'immigration de masse doit cesser. C'est encore plus vrai pour un Québec francophone marginalisé, nageant dans une mer anglophone. Une île perdue dans l'immensité océanique. Cette noyade migratoire change notre visage. Notre belle langue française en arrache, des mosquées radicales poussent un peu partout, nos symboles sont mis à la poubelle, l'antiracisme blanc s'impose - des Blancs sont lynchés, agressés, tués dans l'indifférence.

Le nationalisme québécois peut prendre plusieurs formes, tous plus admirables les unes que les autres : la souveraineté politique, la défense du français, l'achat local, le patrimoine, une éducation nationaliste de qualité. Continuons à y travailler sans relâche. Mais pour survivre en tant que nation car oui, nous en sommes à ce stade critique, notre devoir en tant

que patriote est d'abord prioriser la démographie. De réduire donc, et de manière exponentielle, les seuils d'immigration. C'est par là que réside la survie du peuple canadien-français. L'immigrationnisme des dernières décennies a mené notre civilisation au bord du gouffre. Le Québec n'y échappe pas. Il est la cause de nos malheurs. Nos élites gauchistes par une mentalité d'apôtres de la tolérance ont laissé entrer le mal. Pour elles, les frontières n'existent plus, le métissage est un atout merveilleux, la perte identitaire des nations est une nécessité. Une vision idyllique qui est tout autre dans l'exercice du réel. L'immigration massive, et elles le savent, provoque une perturbation économique et sociale. L'ambition gauchiste est toutefois l'imposition d'un nouveau régime mondial, régime totalitaire évidemment. Pour y arriver, elle doit faire table rase. La violence s'accroîtra et un remplacement de population se dessinera. La gauche veut ébranler la majorité historique occidentale, l'étouffer, la rendre vulnérable et docile. C'est entre autres par l'immigration qu'elle pense réussir. Elle place son apologie de la diversité ethnique devant toute chose : devant le féminisme, la justice, la lutte des genres; c'est par exemple la banalisation du voile islamiste, symbole misogyne, devant le droit des femmes. Son immigrationnisme hante ses pensées. Connaissant ses intentions et ses faiblesses, la gauche mondialiste est attaquant. Les nationalistes doivent saisir l'occasion et dévoiler à la population le plan anarchique de cette gauche régressive tout en exposant les conséquences tragiques du multiculturalisme. Si nous voulons éviter que notre civilisation se barbarise davantage et fasse disparaître des siècles de progrès et d'évolution artistique, architecturale, scientifique, technologique et démocratique, les nationalistes doivent partir en croisade contre le radicalisme immigrationniste et forger des murs contre la pensée multiculturaliste.

Le multiculturalisme favorise une immigration qui ne s'intègre pas et qui bouleverse nos mœurs. Il se débarrasse de nos symboles, de nos traditions et de notre histoire pour qu'à l'intérieur d'une génération, nous disparaissions. Nos racines nous rassemblent, elles nous unissent. C'est ce que la gauche régressive veut éliminer. Barrons-lui le chemin.

J'ai visité encore cette année quelques coins de notre patrie. La beauté du paysage et les éléments de notre patrimoine me saisissent à tout coup. Être parmi ses compatriotes des régions, se sentir vraiment chez soi, sur son sol natal. Nos régions sont quelque peu épargnées par l'afflux d'immigrants. Des illuminés

croient par contre que nous devrions disperser un peu partout sur notre territoire les immigrants que nous recevons. Pour qu'ils s'intègrent mieux et pour soulager Montréal, disent-ils, mais cette idée cadre avec leur dessein d'annihiler la majorité historique. Les nationalistes ont à intervenir puis crier haut et fort que l'immigration ne doit pas atteindre les régions. Nous devons, dans une certaine mesure, se résigner à ce qu'une immigration importante atteigne une métropole comme Montréal. De toute époque, une métropole attire une pléiade de gens venus d'un peu partout. Le cosmopolitisme l'a défini ainsi. C'est dans la nature même d'une telle ville. Il est néanmoins possible d'établir des paramètres pour en atténuer les impacts. Le laxisme du gouvernement québécois à cet égard est malheureusement palpable. Les régions, elles, se définissent autrement. Elles sont nos racines profondes, notre havre de paix. Nos symboles et traditions y sont ancrés. Les régions incarnent le Québec, incarnent qui nous sommes, nous caractérisent. Elles dévoilent au monde entier qu'il existe, au nord de l'Amérique, un peuple d'origine française et catholique. Pourquoi venir y planter les premières graines de notre disparition définitive ? Si les régions sont elles aussi contaminées par le multiculturalisme, où pourra-t-on vraiment se sentir chez soi ?

Les régions québécoises nous racontent tant de choses. Des paysages pittoresques où tout à coup, l'église et le presbytère apparaissent comme des étoiles venues du ciel. Sur la route, ils attirent comme un aimant. Ils furent longtemps pour les habitants d'un village le centre de l'univers, là où le temps s'arrête, où tous se rassemblent pour perpétuer les traditions, forger des liens, solidifier la collectivité. Ces bâtiments parfois centenaires rayonnent. Comment ne pas être impressionné devant cette magnificence architecturale ? Pensons à nos régions. Contribuons à sauvegarder leur magie. Un patrimoine riche que nous devons mettre en valeur et aimer encore et encore.

L'immigrationnisme de nos élites éteindra cette poésie. Le moment est venu de chanter en chœur l'amour de la patrie. Les croisés patriotes devront pointer leurs épées sur les misérables qui l'ont kidnappée et les combattre. Pour que ce petit lopin de terre nous appartienne à jamais. Pour honorer la mémoire de ceux qui l'ont labouré et défendu.



Longue vie Arménie



ALEXANDRE PEUGEOT, CORRESPONDANT ATALANTE QUÉBEC

UN PEUPLE QUI LUTTE POUR SA TERRE, POUR SON DROIT DE VIVRE SUR CETTE TERRE et sur laquelle il vit de façon majoritaire, n'est pas une histoire inconnue à nos oreilles de Canadiens français. Encore moins, quand un empire despotique lui impose son sort et le rattache à un peuple qui lui est fortement hostile. Il est question ici de nos frères arméniens du Haut-Karabagh.

C'est dans les années vingt que la région à majorité arménienne est annexée à l'Azerbaïdjan. Comme pour les Balkans, le paradis soviétique insensible aux particularismes ethniques a joué à l'apprenti sorcier. Ainsi, il prépare des conflits en état de latences par la seule force de sa coercition communiste.

La situation ne changeât guère et il fallut attendre la chute de l'Union soviétique pour que les Arméniens du Haut-Karabagh aperçoivent une lueur d'espoir. Effectivement, ce n'est que sous la perestroïka que les indépendantistes arméniens commencent à manifester leur désir de se rattacher à leur mère patrie, l'Arménie.

L'Azerbaïdjan libéré, lui aussi, du joug soviétique se rapprocha de la Turquie et du rêve d'unité turcophone. Seul problème pour ce rêve d'un nouvel Empire ottoman: le peuple arménien occupe l'espace entre les deux pays. Si l'Arménie subit la haine des Turcs, c'est surtout dans la région du Haut-Karabagh que les Arméniens furent le plus touchés dans les dernières décennies. Pogroms et violations du droit des peuples à l'autodétermination donnent le ton à cette répression.

Depuis 1992, le territoire du Haut-Karabagh a déclaré son indépendance sans la reconnaissance de l'ONU et ses rêves d'États multiculturels mondiaux. Un conflit armé entre l'Azerbaïdjan et cette région arménienne durera de 1991 à 1994 avant qu'un cessez-le-feu ne soit conclu, avec plus de 30 000 morts selon le bilan arménien. Un accord très faible d'ailleurs puisque les escarmouches aux frontières sont monnaie courante.

En 2016, un conflit ouvert est déclenché par l'Azerbaïdjan qui durera quatre jours. Depuis, les conflits à la frontière n'ont cessé d'augmenter jusqu'à tout récemment. Le 27 septembre dernier, les forces azéries ont bombardé la ville de Stepanakert, appuyées par Erdogan et son rêve d'empire ottoman. L'heure est critique et tout notre soutien doit être dirigé vers le peuple arménien.

Mentionnons aussi que le président turc Erdogan refuse toujours de reconnaître le génocide ottoman perpétré contre les populations arméniennes d'Anatolie et grec pontique. On estime le nombre de victimes de la haine islamo-turque entre 1 200 000 et 1 500 000 Arméniens et environ 350 000 Grecs.

Mais quelle importance l'Arménie peut-elle représenter pour un petit peuple de francophone vivant en Amérique du Nord? L'Arménie est le bouclier qui protège la civilisation européenne contre les aspirations ottomanes des peuples turcophones d'Azerbaïdjan et de Turquie. Malmenée depuis longtemps par ceux-ci, elle est le bras de résistance de la civilisation chrétienne dans cette région du Caucase.

Une destruction de l'Arménie signifierait un renforcement excessivement dangereux de la puissance territoriale turque au Caucase, au Moyen-Orient et dans le monde. Les conséquences se feraient sans doute ressentir jusqu'à nos portes. Le supposé sultan Erdogan aurait sans doute à sa disposition encore plus de réfugiés pour faire pression sur l'Occident en vidant les territoires qu'il convoite de leurs populations locales.

Pour nous, Canadiens français, il n'est pas nécessaire de faire des projections géopolitiques hypothétiques pour éprouver de la sympathie pour le peuple arménien. Notre situation de peuple minoritaire dans un immense bassin anglophone nous laisse entrevoir le péril de ce peuple. Sans mettre au même niveau les souffrances amplement plus grandes des Arméniens, il nous est permis de ressentir cette solidarité.

Certes, l'Arménie fait constamment face au danger de l'extermination et des violences militaires directes. D'ailleurs, c'est peut-être ce qui lui permet de survivre et de garder vive la flamme de sa vitalité. La mobilisation de sa population est instinctive dans le conflit présent. Le volontarisme est la norme! Le dilemme est clair pour eux:

se battre ou disparaître.

Chez nous, la technique est beaucoup plus douce et insidieuse. Les attaques visent notre culture et notre langue. Si jadis ces attaques étaient directes et discriminatoires, aujourd'hui son poison se répand par le biais de la consommation de masse et l'américanisation. On amène l'enraciné à abandonner volontairement ses racines pour embrasser une nouvelle culture prête à porter.

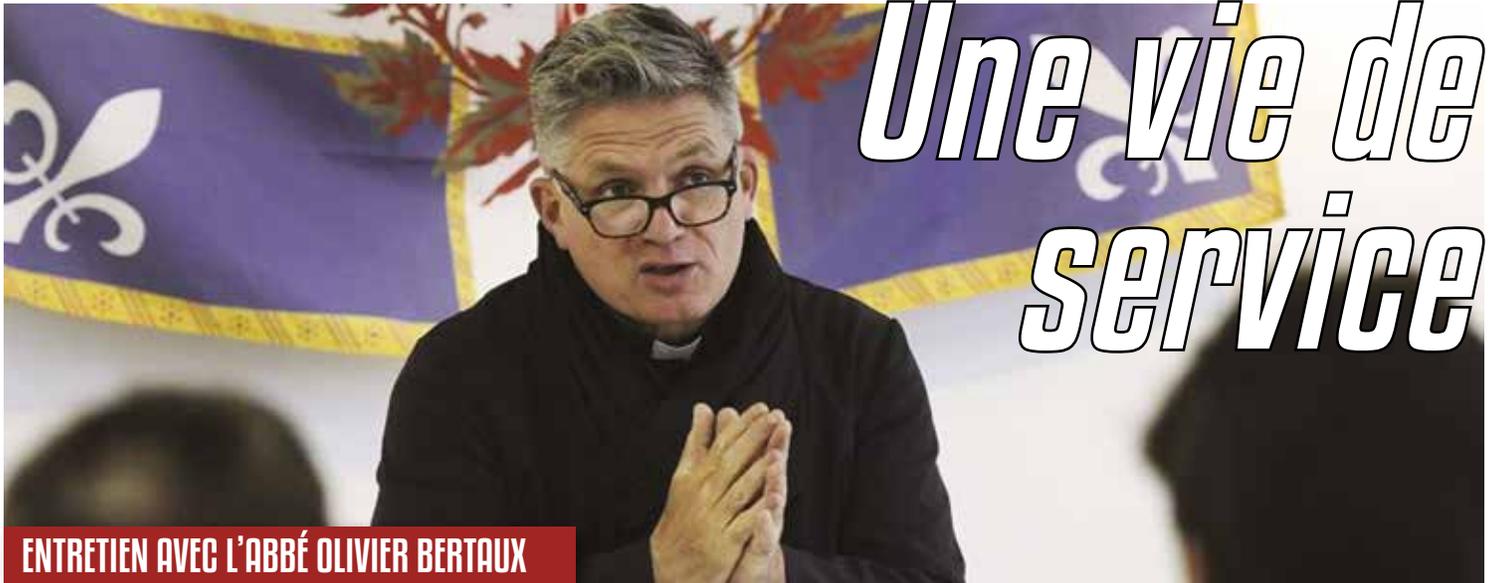
Deux peuples, un même péril, celui de la disparition. Dans le cas arménien, le danger de l'éradication physique par les armes dans la souffrance et la peine. Dans le cas canadien-français, le danger de l'assimilation à la culture mondiale de consommation de masse dans la béatitude et l'indifférence.

Il devient impératif d'exprimer notre solidarité aux peuples qui vivent une situation semblable à la nôtre. Pour exprimer cette solidarité, je vous encourage fortement à faire un don à l'association Solidarité Arménie. Cet organisme œuvre sur le terrain pour soutenir la population en lui offrant la rénovation d'écoles, le soutien aux familles et un support économique.

En tant que séparatistes, nous sommes de tout cœur avec le peuple arménien et nos frères séparatistes du Haut-Karabagh. Il est possible que ce conflit dure encore lors de la publication de cet article. Dans le cas contraire, ce peuple chrétien du Caucase aura besoin de soutien pour se relever de ce drame humain. Puisque nous sommes dans le numéro de Noël du présent Harfang, l'esprit de solidarité est d'autant plus propice au don pour aider les enfants arméniens.

Souhaitons une longue vie au peuple arménien pour 1000 ans encore!

<https://www.solidarite-armenie.fr/>



ENTRETIEN AVEC L'ABBÉ OLIVIER BERTAUX

SIX ANS. C'EST LA DURÉE DU SÉJOUR QUÉBÉCOIS DE L'ABBÉ OLIVIER BERTAUX qui quittera sous peu la Nouvelle-France vers de nouveaux horizons. Prêtre dynamique, cet ancien paramilitaire qui a poursuivi son engagement sous la soutane fut directeur d'école pour la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X. Au cours d'une soirée autour d'une bière, il a accepté de livrer à l'équipe du Harfang ses impressions sur le Québec, mais aussi sa vision de la religion, qui tranche nettement avec celle du pape François.

Harfang - Vous avez été militaire avant de devenir prêtre. Vous êtes un ancien parachutiste français. Parlez-nous un peu de votre expérience militaire ?

Abbé Olivier Berteaux - Quand je dis que j'ai été parachutiste, les gens me disent : « Vous avez effectué un virage à 180 degrés pour vous lancer dans la prêtrise. » Pour moi, ça n'a jamais été un virage à 180 degrés. Ça a été une continuation. Je me suis tourné vers l'armée, car je me trouvais devant une difficulté. Je cherchais une vocation. Je ressentais l'appel de Dieu mais aussi une incapacité à mettre en œuvre les moyens pour devenir prêtre. C'est un peu en dépit des choses que j'ai souhaité m'enrôler. L'armée est un endroit où la vocation est de donner sa vie pour ceux qui ne peuvent pas se défendre. Je suis un peu entré là-dedans en mettant une croix sur ma vocation qui ne trouvait pas d'issue. Ça m'a conduit à rentrer au collège militaire pour préparer mon entrée à Saint-Cyr. Là, j'ai fait la connaissance d'un aumônier qui sortait du séminaire d'Écône. Nous avons rapidement connecté. Je lui ai demandé si je pouvais aller à Écône aussi. L'année suivante, j'ai averti mon capitaine que je rentrais au séminaire. Par après, mon véritable passage dans l'armée s'est concrétisé par le service militaire français. Ayant bifurqué, je ne m'étais pas rendu au concours militaire de Saint-Cyr mais j'avais pu faire l'école des officiers de réserve. Pendant

mon service militaire, cela m'a permis de recevoir une formation d'officier. J'ai été aspirant, puis lieutenant. Au sortir de l'école, par ordre, on pouvait choisir notre régiment. Arrivé dixième, j'ai pu choisir mon régiment. J'ai opté pour le 6e régiment de parachutistes d'infanterie de marine situé à Mont-de-Marsan. J'ai d'abord été expédié comme chef de section dans une compagnie d'instruction, puis après à une compagnie de combat. Un an après, je suis retourné au séminaire. Tout le monde pensait que j'allais rester à l'armée mais non, ce n'était pas ma vocation.

H - Qu'est-ce que le séminaire Écône ?

AOB - Écône est le séminaire fondé par Mgr Lefebvre. Ce séminaire donne accès à tous les garçons du monde ayant une vocation, la possibilité de recevoir l'enseignement de l'Église catholique traditionnelle, d'apprendre la liturgie traditionnelle et de devenir prêtre selon le cœur de l'Église dans la continuité des 2000 ans de cette Église. Écône est une école difficile. Cependant, un peu comme pour un médecin ou un chirurgien qui aura entre ses mains la vie de patients, il doit faire ses cours dans une bonne université. Il doit connaître son domaine afin d'être en mesure de prendre de bonnes décisions et de prononcer les bons diagnostics. Tout ça, c'est de la formation et de l'expérience, mais d'abord la

formation. Comme prêtre, c'est un peu la même chose, la formation est capitale. Sinon après, on en reste soit au niveau du sentimental, de la fantaisie personnelle ou des charismes personnels. C'est du vent, c'est creux.

H - Êtes-vous venu au monde dans une famille pratiquante ? Êtes-vous un converti ?

AOB - Je suis venu au monde dans une famille pratiquante, qui est demeurée pratiquante malgré la tourmente. Nous allions à la messe régulièrement avec mes parents, mes frères et sœurs. Nous pratiquions moderne. Mais dans une très grande ignorance. Sans avoir aucun lien à la tradition millénaire de l'Église. Il y avait tellement d'ignorance. Petit, je me rappelle avoir voulu devenir prêtre. J'étais attiré par la vie éternelle, je voulais sauver des âmes. Mais un moment donné, ça a suffi. Je me rappelle qu'un jour, le curé avait réuni toute la paroisse dans un grand show où l'on tenait des gerbes de blé. Il avait une grosse tarte de pain. Lors de la communion, le curé l'avait éventrée dans un geste très déclamatoire. C'est là que je me suis dit que c'était n'importe quoi. C'était plutôt un instinct de résistance qui me guidait, plus qu'une adhésion à une vérité. J'ai vécu une conversion, c'est quand j'ai rencontré cet aumônier qui sortait d'Écône. Avant, j'avais déjà fait des recherches de ce qui pouvait être

plus traditionnel. Si le prêtre portait la soutane, s'il disait la messe en latin, ces choses m'inspiraient beaucoup...

H - Avant d'arriver au Québec, vous avez longtemps été en France. Parlez-nous de la France.

AOB - La France est un très beau pays, un pays qui respire par tous les pores la grandeur et la beauté. Je pense à son architecture, à sa culture, à son patrimoine d'une richesse extraordinaire et puis... un gaspillage épouvantable. La France est très décevante. Elle se donne à une idéologie incompatible avec son patrimoine et son histoire. Elle vibre à des accents indignes. La France est triste.

H - Nous avons eu vent que vous aviez fondé une école là-bas. Est-ce vrai ? Quelle est cette école ?

AOB - Oui, l'école St-Jean Baptiste de la Salle. Deux après mon ordination, mes supérieurs m'ont demandé de prendre le commandement d'une école catholique traditionaliste qui ouvrait dans le nord. Pour avoir une école traditionnelle, les parents des familles du nord envoyaient leurs enfants jusqu'à Carcassonne. Il y avait une urgence, les parents demandaient cette école depuis longtemps. Nous avons eu la chance de nous installer dans une ancienne école pour élèves handicapés qui venait de fermer. Nous avons fait l'acquisition de cette école. La tâche fut un défi, mais il est toujours plus facile de créer une nouvelle école à partir de rien que de reprendre une école qui existe déjà. Il est plus difficile d'hériter que de créer.

H - Beau nom pour une école ! Vous n'êtes pas sans avoir que St-Jean Baptiste est notre saint patron. Vous êtes arrivé au Québec quand ?

AOB - Je suis arrivé le 15 août 2014. Mes supérieurs m'avaient annoncé ma mutation seulement quelques mois avant. Pour moi, le Québec était quelque chose d'inconnu, c'était l'Amérique.

H - Au Québec, on vous a confié la direction de l'école Ste-Famille ?

AOB - Oui, je venais prendre la direction de l'école Ste-Famille en remplacement du directeur précédant qui terminait son mandat et repartait en France où il avait été appelé à diriger une autre école.

H - Quelle est la mission de cette école ? Qu'est-ce qui la distingue des autres écoles privées

québécoises ?

AOB - La mission est capitale et il faut vraiment insister là-dessus. Je sens que les forces vives de la tradition s'épuisent. Ça demande beaucoup de sacrifices... Fonder une école, maintenir une école. Pour une famille aussi. Pour inscrire les enfants dans une école comme la nôtre, il faut vraiment être prêt à ramer à contre-courant. C'est plus facile de placer ses enfants au public que les inscrire dans une école catholique traditionnelle. On n'a aucune aide. À l'école Ste-Famille, la foi est vécue au naturel. Le bon Dieu et la foi ne sont pas des choses qu'on va placer dans un tiroir et ouvrir à un certain temps. Le bon Dieu inspire toute la vie depuis le lever jusqu'au coucher, et même la nuit ! L'école délivre son enseignement. Ce n'est pas un endoctrinement. Quand on fait des maths, on fait des maths. Quand on fait de la physique, on fait de la physique. Mais le bon Dieu est celui qui a créé les mathématiques. C'est lui qui a fait le monde, décréter les lois de la physique, etc. Étudier la physique, c'est étudier Dieu. Étudier la vie sans Dieu est une aberration. C'est comme vouloir étudier la vérité sans Jésus-Christ, ça n'a pas de sens.

H - Qu'avez-vous aimé du Québec ? Qu'est-ce qui vous a charmé chez nous ?

AOB - J'ai aimé les âmes. J'ai aimé les Québécois. Puis les paysages ! Il y a beaucoup de choses que je n'ai pas encore comprises au Québec. C'est difficile pour moi de me mettre dans la peau du Québécois et de vibrer comme il vibre. Je vibre à ce magnifique paysage dans lequel il vit, je vibre à son histoire, je vibre à cette merveilleuse épopée dans la souffrance de la fondation de la Nouvelle France. Je vibre à cet idéal bouleversant : des saints qui sont venus ici sur cette terre. Je vibre à un pays qui n'est pas loin, on le touche du doigt. Au point de vue naturel, lorsque vous êtes sur le bord du Saint Laurent, vous vous attendez à voir un canot avec des Indiens, c'est plein d'authenticité.

H - À vue humaine, le catholicisme est sur le point de disparaître complètement au Québec. La situation est-elle aussi pire en France ?

AOB - Je crois que la situation du Québec est pire que celle de la France. Malheureusement, notre pays de France est habitué à vivre ce tiraillement entre la Révolution et la foi. Ici, on sent que tout est très frais, très jeune, très imprimé. Ça ne veut pas dire que ce soit définitif. Il y a cependant une période creuse qui

est radicale. Tout a été broyé en pratiquement un instant. C'est mystérieux...

H - La France a vécu pour la première fois la Révolution en 1789. Au Québec, la Révolution a frappé pour la première fois dans les années soixante. Quels sont les objectifs d'une Révolution ?

AOB - La Révolution a pour but de renverser tout l'ordre et de créer un ordre à l'opposé de l'ordre qui existait. On fait un 180 degrés, on fait un salto. La Révolution est une volte-face. On fait table rase d'un passé. La Révolution ne veut rien savoir du passé. C'est une rupture. C'est un orgueil incommensurable et diabolique. La Révolution cherche à nous enseigner de nouvelles vérités. Ce qui est sournois chez vous, c'est que votre Révolution fut tranquille alors que chez nous elle fut sanglante. C'est une charrue, un chasse-neige ! On décape tout. La souffreuse est passée comme vous dites.

H - Plusieurs militants nationalistes québécois se tournent vers le néopaganisme. Que reprochent-ils à l'Église selon vous ?

AOB - D'abord, je comprends cette réaction pour l'avoir vécue moi-même. Privé de mon héritage et de mon patrimoine culturel et religieux, c'est ce qui m'a sauvé. Ce qui m'a sauvé c'est l'instinct, une instinctive répulsion pour la déliquescence de la tenue et des mœurs. Que faites-vous lorsque vous n'avez pas les moyens de connaître l'ordre ? Vous faites le contraire de ce que font les autres et ça vous sauve ! Malheureusement, quand vous faites le contraire de la Révolution, vous faites la Révolution à l'envers. C'est ça le problème. On a besoin de la vérité. On ne peut pas s'en passer. Je comprends que pendant une période le salut puisse se trouver dans un refus. Je comprends cette réaction. Les plus jeunes peuvent être portés vers le néopaganisme par la médiocrité d'une génération qui a trahi : les baby-boomers. Cette génération de jouisseurs a volontairement occulté l'héritage québécois. Elle n'a pas voulu transmettre, c'était trop dur. Ce sont des traîtres.

H - Jugeons l'arbre à ses fruits. Parlez-nous brièvement du Concile Vatican II.

AOB - Le Concile Vatican II est un cheval de Troie. C'est une Église qui est remplie d'espérance mais se fourre le doigt dans l'œil. Ce sont des gens qui vont trahir leur identité dans l'espérance d'asseoir un pouvoir, c'est pitoyable. Vatican II se voulait un

renouveau dans l'Église. Enfin, on allait dépoussiérer l'édifice. Si les services culturels se permettaient de dépoussiérer les œuvres d'art de cette manière, au décapant, sans qu'il ne reste plus rien, on crierait au scandale. À tous les points de vue, tout a été jeté et a été pris en haine. Il n'y avait plus aucun accès possible à notre patrimoine. Le Concile Vatican II nous a privé de notre héritage. Le Concile Vatican II a enseigné aux fidèles le contraire de ce qu'ils devaient croire hier. Il n'est donc pas étonnant que plusieurs aient perdu la foi ou cessé de pratiquer. Personne n'aime se faire prendre pour un zozo. Ce n'est pas sérieux. D'autres sont partis dans un genre de festival, un genre de show renouvelé tous les dimanches. À la longue ça lasse, ça sonne creux.

H - Le Concile Vatican II est-il un coup d'État ?

AOB - Oui, un coup d'État révolutionnaire. C'est un abus d'autorité épouvantable dont le Québec a été victime. Cette autorité a imposé ses réformes. Vatican II est un viol. Nous avons été violés. On s'en remet mal.

H - Comment réhabiliter l'Église et l'expliquer à nos militants qui ont toujours été repoussés par la religion catholique ?

AOB - C'est peut-être plus facile pour un Québécois que pour un Français. Le Québécois qui aime son pays et se tourne vers des mouvements païens et vers un nationalisme sans Dieu, a une vision de rejet des choses. S'il aime son pays, il ne peut l'aimer dans son histoire et cette histoire, c'est l'histoire de la foi, de la croix, de Jésus-Christ. C'est l'histoire d'hommes et de femmes admirables. S'il refuse sa foi et son histoire, le Québécois va forcément se retrouver dans une situation bancale. Il ne saura pas qui il est, il ne pourra pas donner une dimension à ses aspirations nationalistes et à son désir de pureté.

H - Les jeunes militants nationalistes ont un point en commun : ils sont généralement indépendantistes. Pourquoi selon-vous ?

AOB - Là, vous touchez une part de mystère et d'ombre pour moi. Je comprends cette aspiration à une terre. Il y a un drame dans l'histoire du Québec, il y a une occupation qui dure, se prolonge et ronge les âmes et les cœurs. On sent la pression d'un mercantilisme protestant, américain dans le mauvais sens du terme. Cet héritage de foi et de tradition est tenu, il agonise. Je comprends que cela puisse passer par le désir d'avoir un pays. Par contre,

si on rêve d'avoir un pays, il faut savoir qui on n'est. On ne va pas tout recommencer à zéro. On ferait la Révolution encore une fois... Il faut retrouver notre identité. Il ne s'agit pas de retourner 50 ans en arrière, ni de rester figé. Il s'agit de retrouver ce qui a fait un pays et quand on l'a dans le cœur, à son tour de bâtir ! Les Français ne sont pas venus au hasard sur cette terre, il y avait un projet. C'est un projet de foi. Si les Québécois veulent une terre, ça ne peut être qu'une terre qu'inspirée par la foi.

H - Vous avez travaillé activement avec la dissidence québécoise. Qu'avez-vous remarqué de ces jeunes militants que vous avez eu la chance de rencontrer au Québec ?

AOB - J'ai remarqué une certaine radicalité, un refus de la concession qui est plaisant. Qui n'est pas toujours pondéré mais qui est plaisant. Les dissidents québécois sont des cœurs purs.

H - Quelles sont les principales vertus que ces jeunes dissidents devraient développer ?

AOB - La vertu par excellence à développer est l'honnêteté intellectuelle, par rapport à la vérité et par rapport à Dieu. Que rendrais-je au Seigneur pour tous ses bienfaits ? On est profondément malhonnête, quand on ignore Dieu. On respire, on mange, on n'est confortablement installé mais on ne dit jamais merci, ça ne va pas. L'honnêteté guide.

H - Plus que jamais, la lecture est importante. Quel livre pouvez-vous suggérer à nos lecteurs ?

AOB - Je vais vous dire quelque chose qui va peut-être sonner un peu bête mais il y a des mines d'or qui ont été coulées dans le Saint Laurent, des bibliothèques entières de couvent et de collèges qui ont été abandonnées. Il faut renouer avec ces vieux ouvrages que la Révolution tranquille a cherché à effacer. Je suggère à vos lecteurs de mettre la main sur un missel catholique traditionnel. Vous ouvrez le missel et vous trouvez toute votre vie spirituelle. Vous apprenez à prier, à parler à Dieu respectueusement. Vous savez comment bien vivre, bien mourir. Vous apprenez à bien inspirer votre journée. Prenez un missel ! Un missel, c'est une vie. Tout est là. La vie et la mort sont réunis dans cet ouvrage merveilleux.

H - Traditionnellement, l'Église était animée par des valeurs de droite. Aujourd'hui, elle est plutôt à gauche. Comment expliquez ce virage à 180 degrés ?

AOB - Je ne suis pas tout à fait d'accord. Dans une vision d'une Église qui s'effondre peut-être mais sinon l'Église n'est pas de droite. Elle est intemporelle, universelle, sainte et apostolique. Elle n'est pas de droite. Par contre, elle condamne l'erreur et à ce titre, elle condamne le communisme et le socialisme de manière radicale. Elle n'est ni à gauche, ni droite mais en avant. Elle appelle à la conversion. Ceux qui sont à gauche doivent se convertir, mais ceux qui sont à droite aussi ! Ils doivent marcher droit.

H - Depuis quelques années, les médias associent la droite et les catholiques traditionnalistes au fascisme... Pourquoi ?

AOB - Je crois qu'ils ont une vision totalitaire des choses. Quand vous ne rentrez pas dans le moule car vous avez un comportement et une attitude qui ne font pas de concession, vous passez du blanc au noir et vous êtes donc fasciste. C'est aussi bête que ça. Soit vous êtes un juste, soit vous êtes un fasciste, un ennemi de l'État. Tout est blanc ou noir, il n'y a pas de gris.

H - Avez-vous déjà recherché votre nom dans Google ? Vous êtes souvent associé à l'extrême-droite suite à votre implication au sein de la dissidence québécoise. Étiez-vous fiché ainsi en France ou est-ce arrivé au Québec ?

AOB - Je n'ai pas cherché mon identité dans Google, alors je ne connais pas les perceptions d'Internet à mon sujet. Ce qui se passe, c'est que je suis pêcheur d'hommes par ordre de Jésus-Christ. Je suis allé à la rencontre de personnes à qui je devais me dévouer en donnant la parole à Notre Seigneur Jésus-Christ. Qui pourrais-je exclure de la vérité du Christ ? Quand quelqu'un demande, je réponds. Quand quelqu'un a soif, je donne à boire, c'est tout. Je ne regarde pas s'il est à droite ou à gauche.

H - Vous considérez-vous comme un homme d'extrême-droite ? Il me semble que le prêtre se doit d'être au-dessus de la mêlée ?

AOB - Distinguons. Un homme de droite, si vous faites d'elle un endroit où se réunissent les valeurs de la famille, de l'honnêteté, de la droiture, de l'ordre, oui ça fait de moi un homme de droite. Extrême-droite ? Non. L'extrémisme, je l'ai toujours vécu dans la foi, car on ne donne jamais assez à Dieu. Tant qu'on n'a pas tout donné, on n'a rien

donné. J'aime cette extrémité. Cependant, prudence ! Le prêtre doit faire attention à l'image qu'il projette. Il ne faut pas scandaliser. Il faut trouver un équilibre entre le scandale des faibles et l'apostolat. On l'a vu avec ce coronavirus, il y a beaucoup de peur et beaucoup d'angoisses. Des choses complètement irrationnelles. Il faut en tenir compte. Les gens sont malades.

H - Est-ce que la présence de l'islam au Québec est un problème ou le symptôme d'un autre problème ?

AOB - Je n'ai pas l'impression que l'islam soit le premier problème des québécois. Ça a été en France, mais pas ici. Je n'ai pas eu le sentiment de me sentir dans un pays où la culture n'est pas chrétienne. Ici, on respire la culture chrétienne. S'il arrive parfois de croiser parfois un voile, ça demeure discret. Ça n'a rien à voir avec nos pays d'Europe. Ce n'est donc pas votre péril premier, je dirais. D'autant qu'il me semble voir dans la poussée islamique la conséquence directe de l'abandon de la foi. Renier sa foi vous enlève l'intelligence pour répondre à l'islam. Comment allez-vous vous adresser à eux ? Ils vont vous mépriser tout de suite ! Par contre, si vous avez une foi forte, ils vont vous respecter. C'est comme ça que le bon Dieu va nous punir. Si le sel vient à s'affadir, il n'est plus bon qu'à être jeté dehors et dehors. Vous trouverez l'étranger, celui qui n'est pas de votre foi, qui viendra piétiner ce sel.

H - L'athéisme n'est-il pas un problème plus grave ?

AOB - L'athéisme oui. La trahison, l'abandon, la rupture...

H - En 1905, la République française avait enlevé les crucifix en France. Que pensez-vous du retrait du crucifix de l'Assemblée nationale par le gouvernement québécois plus d'un siècle plus tard ?

AOB - C'est épouvantable. C'est un déchirement. C'est mon espérance bafouée. Il y avait un endroit où le Christ était à sa place. Il présidait. Il était là, rappelant aux uns et aux autres qui nous dirigent quels sont les véritables vertus du sacrifice, du don de soi, etc. Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime. Le retirer est un aveu épouvantable. L'amour a disparu. Il est remplacé dans par des vertus d'efficacité et de rendement.

H - Au rythme où bat la laïcité, auriez-vous une mise en garde ou un conseil à donner aux Québécois sur ce qui les attend dans les prochaines années ?

AOB - Je dirais : résistez, ne vous laissez pas prendre. Ne vous laissez pas aller, ne vous engagez pas dans des choses qui n'ont pas de valeur, qui n'ont pas de consistance, qui ne sont pas authentiques, des choses qui ne valent pas la peine qu'on donne sa vie. Il faut avoir cette exigence des choses qui ont de la beauté, qui ont du cœur et qui sont authentiques. Il me semble qu'il ait une facilité pour un monde offrant tant de confort et tant de paillettes. Je ne vous dirai pas de vous convertir. La conversion est une grâce de Dieu. Nous ne sommes que des instruments. Je vous dirais de rechercher l'authenticité, d'apprendre la musique, de chanter des chants traditionnels, de sculpter du bois, de faire des choses qui ont de la valeur. C'est là qu'on trouve la vérité. Dieu nous a donné des mains pour travailler. Tout le monde peut apprendre à travailler de ses mains. Prenez un pinceau, prenez un instrument, tirez-en des sons et vous verrez qu'il vous amènera loin, cet instrument, et vous permettra de créer. C'est important de créer. Si vous ne créez pas, c'est que vous êtes mort. On est fait pour créer. Vous avez des créateurs au Québec. Félix Leclerc était le chanteur préféré de mon grand-père. Il était ému par Félix Leclerc. C'était un grand monsieur Leclerc, car il est allé vers l'authenticité de son pays et de son expression. Il a appris à jouer de la guitare, puis le chant. Il ne faut pas laisser ses talents enfouis. Il faut chercher des choses qui vous font plaisir et vous apporte une plénitude et l'harmonie avec le bon Dieu.

H - Vous nous quitterez le mois prochain. Avez-vous des regrets ? Avez-vous des projets pour l'école Ste-Famille que vous n'avez pas eu le temps de réaliser ?

AOB - Oui, j'ai quelques regrets mais je pars avec une certaine satisfaction, sans vouloir être prétentieux. J'ai aimé un pays parce que j'y ai trouvé des hommes qui réagissaient, car j'y ai trouvé une générosité. Vraiment ! J'ai trouvé un terroir qui m'a beaucoup plu. Mes regrets sont pour l'école. C'est difficile une école. Je vois des parents qui ont du mal et qui sont attirés par les écoles où le bon Dieu n'est plus là. Je regrette de ne pas avoir réussi à faire comprendre ça à tous les parents. C'est un défi de faire une école catholique. Il y a une grande force dans l'école catholique lorsque l'enfant apprend la vie sans exclure l'auteur de la vie.

H - Est-il obligatoire pour les parents voulant inscrire leurs enfants à l'école Ste-Famille d'avoir la foi ou n'importe quel militant nationaliste peut y inscrire ses enfants ?

AOB - Non, bien sûr que non. La foi des parents n'est pas obligatoire. Cependant, la seule chose qui n'est pas négociable, c'est que l'enseignement dispensé sera catholique. On ne va pas tomber dans une espèce de syncrétisme où tout est beau et tout est gentil. Non, il y a une vérité. Mais qui n'a pas besoin de la vérité ? Dans une école catholique, tout le monde progresse à sa vitesse. Combien de fois où c'est l'enfant qui a montré la foi à ses parents. Je me souviens d'un jeune couple qui n'était pas marié. L'enfant était à l'école. Le père avait fait une bonne retraite mais n'était toujours pas prêt à faire le pas. Il avait médité, contemplé les grandes vérités mais rien n'y faisait. Un jour, le prêtre lui dit : « Vous savez, chaque jour votre enfant prie pour que vous vous mariez. » Ça l'a tué, ça l'a bouleversé. Les enfants sont très forts. Ce sont souvent eux qui nous ramènent. Si vous ne devenez pas comme des enfants, vous n'entrerez pas au Royaume des Cieux.

H - Donnez un conseil au prochain directeur qui viendra prendre votre place à la rentrée scolaire.

AOB - Le directeur doit faire aimer l'école aux jeunes. Un directeur d'école enseigne, forme, et éduque des enfants. Si à la fin du circuit, ceux-ci se disent : « Enfin terminé, ouf ! Ciao ! Bye-bye ! » ... c'est mortel. L'enfant doit quitter l'école en se disant qu'il était bien dans cette école, qu'il y était heureux. Après, vogue la galère. Il peut traverser les pires épisodes. J'ai connu un ancien élève qui a voulu se suicider. Il avait réussi de brillantes études mais un jour, il a voulu mourir en jetant sa voiture contre un arbre. Ce qui l'a retenu de passer à l'acte, c'était l'école, ses souvenirs d'école. Ça m'a beaucoup touché.

H - Merci. Un mot pour conclure sil-vous-plaît ?

AOB - J'ai aimé ce pays extraordinaire que j'ai découvert malheureusement trop tard. J'ai honte de vous le dire, mais arrivant de France, j'ai été surpris par l'existence d'une Nouvelle-France. On sait des choses, on a des livres d'histoire, on sait ce qui s'est passé, mais découvrir qu'un peuple ici vit, parle français et se démène pour essayer de conserver son identité dans un combat de titan, c'est bouleversant.

QUELLE ÉDUCATION POUR LA JEUNESSE QUÉBÉCOISE?

C.E BOILARD

DEPUIS LE BABY BOOM ET LA RÉVOLUTION TRANQUILLE, l'éducation est un des thèmes les plus présents dans le débat politique au Québec. Quelles améliorations devrait-on apporter à l'école québécoise dans le contexte actuel de crise des valeurs? Quel doit être le point de vue nationaliste à ce sujet?

LA CRISE DES VALEURS ACTUELLE

Au Québec comme dans tout l'Occident, on assiste à une crise des valeurs. Chez plusieurs, particulièrement les jeunes, le principe du plaisir a supplanté les valeurs traditionnelles de dépassement de soi, de responsabilité et de sacrifice. On oublie ses devoirs et on ne se préoccupe plus que de ses droits. Les gens se demandent ce que la société peut faire pour eux et non ce qu'ils peuvent faire pour elle et considèrent déplacé qu'on puisse exiger d'eux des efforts. Le plaisir devient le seul guide. La finalité naturelle de la sexualité, soit la procréation, est mise de côté et les comportements incompatibles avec la transmission de la vie, comme l'avortement et le LGBTQ-ZIP (ZIP pour zoophilie, inceste et pédophilie) sont désormais considérés comme des droits essentiels ou sont en voie de l'être. L'effacement des valeurs traditionnelles a créé un malaise qui se manifeste de diverses façons : cynisme, hédonisme, violence, toxicomanie, suicide... Avec la propagation du cosmopolitisme et du pacifisme, l'agressivité inhérente à la nature humaine ne trouve plus à s'exprimer d'une façon utile à la Nation, de sorte qu'elle se déplace vers des manifestations destructrices (le crime) ou autodestructrices (le suicide). La disparition du sens du devoir et la prévalence d'un climat de permissivité limitant étroitement le recours à la contrainte et aux châtements font en sorte que les comportements égoïstes et antisociaux ne sont plus

inhibés. La dégradation de l'institution familiale est une des manifestations de la crise des valeurs. Sous l'influence des valeurs hédonistes et du féminisme radical, la famille traditionnelle a été remplacée par des couples instables marqués par une constante lutte de pouvoir. Les familles nombreuses, où les parents exerçaient une réelle autorité, ont été remplacées par des associations plus ou moins temporaires où l'enfant unique gâté est roi.

On constate également que plusieurs, gavés de culture populaire étrangère et victimes du lavage de cerveau universaliste, ont perdu le sens de l'appartenance naturelle à leur Nation et ne s'identifient plus que comme des citoyens du monde. Ce déracinement n'est pas sans conséquences. Ainsi, tout montre qu'il existe un lien entre le vide identitaire et le suicide, qui est d'ailleurs plus répandu chez les Québécois de souche (et d'ailleurs aussi chez les Amérindiens) que chez bien d'autres peuples, ce qui est le symptôme d'un peuple qui se sent mourir.

Divers facteurs ont contribué à cette mutation nocive des valeurs. Le premier est un phénomène de nature socio-technologique. Les moyens traditionnels de transmission des valeurs, soit les contacts personnels, dans le cadre de la famille, de l'Église, de l'école ou du travail, ont été supplantés par des canaux impersonnels, à savoir les médias de masse, comme le show business, le cinéma ou la télévision, qui transmettent les valeurs de la culture populaire

directement aux individus. Comme la capacité de ces médias de retenir leur auditoire repose sur la séduction, ils ne peuvent y parvenir qu'en flattant son côté jouisseur et non en faisant appel au sens du devoir. L'apparition des médias sociaux a encore accentué le phénomène. Certes, les médias de masse et les médias sociaux n'ont pas supprimé les contacts personnels au sein de la famille, de l'école ou de l'entreprise, mais ceux-ci ne sont souvent plus que le relais des valeurs dominantes officialisées comme telles par les médias. De plus, l'urbanisation, l'industrialisation et la scolarisation universelle jusqu'à la fin de l'adolescence ont créé une situation où les contacts personnels qui influencent le plus les individus ne sont plus ceux qui suivent les canaux d'autorité, mais ceux qui surviennent au sein des groupes de pairs, dont les valeurs proviennent en bonne part de la culture populaire véhiculée par les médias.

Un second facteur ayant contribué à l'effacement des valeurs traditionnelles est la montée en influence, à la suite de la Deuxième guerre mondiale (et au Québec, de la révolution tranquille), des adeptes des idéologies libérale et marxiste, puis de leurs successeurs de la doctrine politiquement correcte des droits. Les membres de cette mouvance sont progressivement parvenus à monopoliser les leviers de commande dans les organisations de la société par lesquelles s'opère la transmission des valeurs, au premier chef les médias de masse, mais

aussi les syndicats, les universités, les écoles, les administrations publiques, les grandes entreprises et les groupes de pression de tout acabit. Ils s'activent maintenant à étendre leur contrôle sur les médias sociaux, en leur imposant une censure visant à mettre fin à la libération de la parole dont ceux-ci avaient été le vecteur.

La situation est allée en s'aggravant de génération en génération. Les valeurs traditionnelles avaient conservé une certaine influence sur les baby boomers, car ces valeurs étaient encore dominantes dans la société lorsqu'ils étaient jeunes et ce sont elles que leurs parents s'étaient efforcés de leur transmettre quand ils les ont élevés; même s'ils se sont révoltés contre ces valeurs pendant leur adolescence, plusieurs y sont revenus dans une certaine mesure lorsqu'ils ont atteint l'âge mûr. Par contre, les jeunes des générations suivantes, en particulier les milléniaux, n'ont jamais connu l'époque où les valeurs traditionnelles dominaient encore. Ils ont pour ainsi dire été élevés par la télévision et les médias sociaux sont leur seule référence. C'est dans leur cas que la crise des valeurs et la dénationalisation sont les plus aiguës.

LES PROBLÈMES DE L'ÉCOLE

Quoique depuis l'émergence des médias de masse et des médias sociaux comme principaux vecteurs de la transmission des valeurs, l'école ne joue plus à cet égard qu'un rôle subsidiaire, son assujettissement à l'idéologie politiquement correcte fait en sorte qu'elle contribue à la crise actuelle des valeurs et qu'elle ne joue pas adéquatement son rôle dans la transmission des connaissances.



Malgré qu'il soit difficile de comparer la performance de l'école d'aujourd'hui, qui accueille la plupart des jeunes jusqu'à la fin du secondaire, avec celle d'une époque où seule une élite poursuivait des études après le primaire, il n'en reste pas moins que l'école actuelle est loin d'être le lieu d'excellence auquel on serait en droit de s'attendre, considérant les ressources investies. Avec la pédagogie de la complaisance qui s'est installée lors de la révolution tranquille, on a assisté à un nivellement vers le bas. La compétition entre les élèves a été évacuée de l'école publique et il est mal vu de les comparer ou de les ranger selon leur succès scolaire. L'école est devenue un milieu social, où la compétition des styles vestimentaires a remplacé la compétition académique et où les jeunes sont plus occupés à singer les relations de couple des adultes que de réussir leurs études. De façon générale, l'école publique priorise les faibles et néglige l'élite, sur laquelle repose pourtant le succès d'une société. On intègre à tout prix les élèves en difficulté dans les classes régulières, ce qui freine la progression des autres, et on dispense des services élaborés à des handicapés lourds qui n'en profitent souvent même pas. Pendant ce temps, on tolère que les élèves performants soient persécutés par les voyous et les contestataires de leur classe et on freine les initiatives visant à soutenir la douance, quand on ne les interdit pas. La prémisse anti-élitiste, à savoir que dix paralytiques courent plus vite qu'un athlète, règne sur l'école publique. On ne cesse d'attaquer l'école privée, parce qu'elle échappe à ce biais anti-élitiste, ainsi que les formules du public qui s'en inspirent, comme le cours international. L'école publique peine à retenir les jeunes, comme en témoigne la persistance de taux de décrochage élevés. Le fait que ce taux soit beaucoup plus élevé pour les garçons que pour les filles démontre l'échec de la mixité mur-à-mur, qui a abouti à une école mal adaptée à la réalité des garçons. On se préoccupe d'ailleurs moins du sort de ces derniers que de celui des diverses catégories de LGBTQ, la disponibilité de toilettes transgenres apparaissant plus importante, aux yeux des faiseurs d'opinion bien pensants, que la réussite scolaire des garçons. Par ailleurs, on cherche en vain dans nos écoles une préoccupation pour la formation du caractère et de la volonté. Pour préparer les jeunes à un monde de loups, on les élève comme des moutons. L'ère est à la permissivité, à la libre expression (à l'intérieur, bien sûr, des bornes fixées par la rectitude politique), et l'adage selon lequel pour savoir commander, il faut avoir appris à obéir est depuis longtemps oublié.

L'école ne parvient pas à alimenter convenablement le marché du travail. Au secondaire et au collégial, trop de jeunes sont dirigés vers la formation générale menant aux études supérieures et trop peu vers la formation professionnelle. Il en découle une inadéquation avec les besoins des entreprises, qui allèguent alors une pénurie de la main-d'oeuvre qualifiée pour réclamer toujours plus d'immigration. Au palier universitaire, on laisse trop d'étudiants s'orienter vers des domaines dont une bonne partie des finissants vient alimenter l'industrie de la contestation, plutôt que d'occuper des emplois utiles à la société.

Sur le plan des valeurs, l'école a oublié les valeurs traditionnelles et est devenue le relais des valeurs hédonistes et de l'idéologie politiquement correcte. Les programmes et les manuels approuvés par le ministère de l'Éducation sont pleins des stéréotypes de la rectitude politique, tandis que les cours susceptibles de promouvoir les valeurs traditionnelles ou le nationalisme, comme l'enseignement religieux et l'histoire nationale, sont éliminés ou réduits à la portion congrue. Le cours d'Éthique et de culture religieuse, introduit en 2007 pour remplacer l'enseignement religieux et moral, est le reflet de la sacralisation actuelle de la charte des droits et fait la promotion d'un relativisme diversitaire qui contribue à la dénationalisation des jeunes. Tout enseignant qui s'écarte de la doxa bien pensante s'expose au renvoi ou à des sanctions. Face à la domination des groupes de pairs dans les classes, il reste d'ailleurs aux enseignants bien peu d'autorité sur leurs élèves.

Le comportement des syndicats et des enseignants qui subissent leur influence a contribué à l'échec de l'école publique. La transformation, dans les années 1960, de la Corporation des instituteurs en Centrale des enseignants a marqué un déplacement des priorités, de la préoccupation pour la qualité de l'enseignement vers la défense des intérêts étroits des membres, à laquelle s'est ajoutée la promotion d'idéologies de gauche incompatibles avec le nationalisme véritable. Avec une constance digne d'une meilleure cause, les syndicats d'enseignants se sont opposés à toutes les propositions visant à responsabiliser leurs membres, comme l'évaluation de la performance et le code d'éthique, et à toute dérogation à la règle de l'ancienneté. En contribuant à imposer l'égalitarisme à l'école, ils ont favorisé sa stagnation. En incitant leurs membres à la grève et aux moyens de pression, ils leur ont fait perdre le

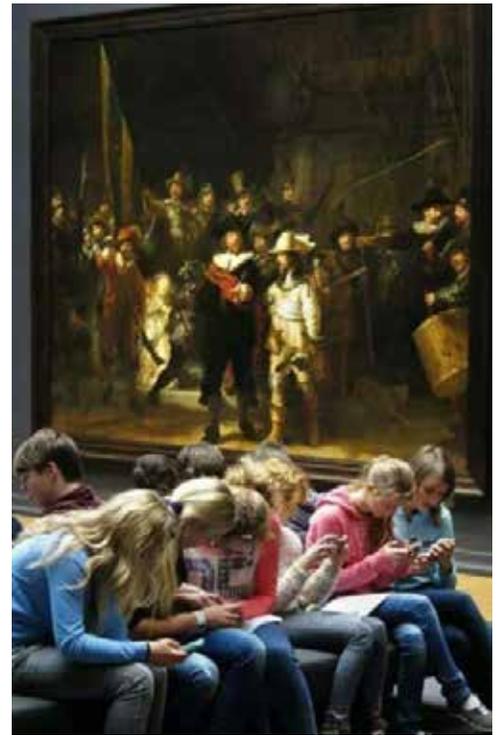
respect des jeunes et des parents et toute autorité morale.

L'école contribue également, dans le milieu montréalais, à l'assimilation à l'anglais des Québécois de souche et à leur dénationalisation. Le problème ne provient pas surtout de l'accès à l'école anglaise, qui est limité par les dispositions de la loi 101 au primaire et au secondaire (mais pas au collégial, cependant), mais de la situation minoritaire des Québécois de souche dans plusieurs des écoles françaises de la région de Montréal. En effet, selon des statistiques de 2012, la proportion d'élèves allophones sur l'île de Montréal (42,6%) dépassait celle des francophones (36,7%). A la rentrée de 2020, il y avait 175 écoles françaises de l'île de Montréal où les allophones représentaient plus de 50% des élèves, comparativement à 55 en 1995. Or, les communautés allogènes sont attirées irrésistiblement par l'anglais et vivent l'obligation qui leur est faite d'envoyer leurs enfants à l'école française comme une coercition injuste. Dans les cours d'écoles où les allophones sont majoritaires, c'est en anglais que ça se passe et les petits Québécois de souche doivent s'y plier. La promiscuité inter-ethnique qui règne dans de telles écoles contribue également à diluer la conscience de leur identité nationale.

LES AVENUES DE SOLUTION

L'école n'étant qu'un des rouages par lesquels la société socialise ses membres, il est illusoire d'espérer enrayer l'actuelle crise des valeurs sans

s'attaquer aux autres mécanismes qui jouent un rôle décisif à cet égard, comme les médias de masse. La réforme de l'école doit s'inscrire dans un mouvement de rénovation des valeurs et des idées touchant simultanément toutes les composantes de la société. Il faut que se diffuse dans la société une idéologie nationaliste et traditionaliste qui balaie les valeurs nocives issues du libéralisme, du marxisme et de l'idéologie politiquement correcte des droits, et qui mobilise les Québécois de souche dans le combat pour la préservation de leur identité nationale. Ceci dit, l'école joue un rôle suffisamment important dans la transmission des valeurs et des connaissances pour qu'il soit essentiel de l'inclure dans ce mouvement global de revitalisation nationale. Comme l'a démontré l'inanité des tentatives des dernières décennies, la réforme de l'école ne doit pas se limiter à des modifications de structures, à des retouches à la grille des matières enseignées, ou à l'introduction de méthodes d'enseignement plus ou moins ésotériques développées par de supposés spécialistes. De même, il n'y a pas grand-chose à espérer de plans d'action ne consistant qu'à injecter des ressources additionnelles dans le système. Comme l'a démontré le célèbre Rapport Coleman de 1966 aux États-Unis, la réussite scolaire d'un enfant n'est pas liée à la quantité des ressources dont dispose son école, mais au milieu socio-économique dont proviennent ses compagnons de classe. Il faut de plus se méfier des réformes entreprises sous couvert de modernisation. L'expérience de la révolution tranquille a montré qu'elles conduisent souvent à des erreurs majeures (ex : les polyvalentes et les CEGEPs) ou à la destruction d'acquis patrimoniaux (les collèges classiques). C'est aussi le cas de réformes d'inspiration politiquement correcte : l'école se meurt des effets de l'égalitarisme, elle n'a pas besoin de s'en voir infliger une nouvelle dose. Enfin, il est illusoire d'espérer que le salut puisse venir d'un simple retour aux structures et aux méthodes du passé, dont l'efficacité était liée à des circonstances qui n'existent plus aujourd'hui. Ainsi, on peut douter qu'un rétablissement de la professionnalité du système d'Éducation permette de remédier à la crise des valeurs, considérant que l'Église elle-même est aujourd'hui fortement influencée par l'idéologie politiquement correcte.



Ce qu'il faudrait plutôt, c'est que l'école soit désormais imprégnée des valeurs inspirées du nationalisme et de la tradition québécoise et qu'elle soit purgée de l'idéologie politiquement correcte. Pour que l'école joue pleinement son rôle, il faut des enseignants nationalistes, des élèves nationalistes et des parents nationalistes. Les programmes d'enseignement, les manuels, la formation et l'encadrement des enseignants devront être revus en conséquence. Le cours Éthique et culture religieuse devra ainsi être remplacé par un cours faisant la promotion du patriotisme et des valeurs traditionnelles québécoises. Il faudra aussi accorder plus de place à un enseignement de l'Histoire nationale qui favorise l'attachement à la Nation, plutôt que de véhiculer des théories qui la dénigrent. En raison du rôle central qu'ont à jouer les enseignants, leur formation devra être renforcée. Ils devront être responsabilisés quant à la qualité de leur enseignement et affranchis de la tutelle des syndicats. L'implication des parents devra également être favorisée, non pas par des mécanismes de participation qui tournent à vide, mais par des contacts réguliers avec les enseignants de leurs enfants. Une nouvelle approche de l'Éducation fondée sur l'excellence devra être mise en place. Il faudra désormais miser davantage sur les meilleurs. Cela suppose qu'on resserre l'encadrement des élèves, qu'on accroisse le soutien à la douance, qu'on facilite la mise en place de profils favorisant l'excellence (ex : cours international), qu'on revalorise la formation du caractère et de la volonté et qu'on encourage la compétition académique entre les élèves. La



pratique consistant à intégrer systématiquement les élèves en difficulté dans les classes régulières devra être réexaminée. Une articulation plus étroite devra être prévue entre l'école et les employeurs, afin de s'assurer que l'enseignement reçu par les jeunes les rende aptes à occuper des emplois dans une économie en évolution.

Par ailleurs, il faudra soutenir et encourager davantage l'école privée, car c'est elle qui incarne le mieux, actuellement, l'idéal d'excellence recherché pour l'ensemble du système d'Éducation. Il y a un lobby qui prétend qu'il faut cesser d'accorder toute aide gouvernementale à l'école privée, sous prétexte que l'échec de l'école publique lui serait imputable, et certains candidats à la direction du Parti québécois se sont laissés entraîner à s'engager à donner suite à cette revendication. Ce serait une grave erreur, car l'abolition des subventions risquerait de conduire à la fermeture de plusieurs écoles privées. On détruirait ainsi l'école qui fonctionne bien sans améliorer celle qui fonctionne mal, d'autant plus que l'argent libéré par la fin de l'aide au privé ne suffirait même pas à financer le coût du retour au public des élèves du privé. Il faut au contraire mettre fin à la pratique consistant à réduire progressivement le niveau des subventions aux écoles privées et les bonifier plutôt, de façon à éviter que l'accès à ces écoles soit limité aux enfants de familles fortunées.

Enfin, il faut s'attaquer de toute urgence au problème de la dénationalisation et de l'assimilation à l'anglais des jeunes Québécois de souche dans les écoles françaises multiethniques où ils sont en minorité. On peut penser à des solutions consistant à rendre obligatoire l'usage du français dans ces écoles, même hors de la classe, ou à disperser les élèves allophones entre les écoles françaises pour qu'ils ne soient jamais majoritaires, ou encore à regrouper les Québécois de souche dans des écoles distinctes homogènes, mais de telles solutions pourraient s'avérer difficiles à appliquer et n'être en définitive que des palliatifs. Ce qu'il faudrait en réalité, c'est régler le problème à la source, en augmentant la natalité des Québécois de souche et en réduisant substantiellement l'immigration allogène.

Quelques mots, enfin, à propos des universités. Plusieurs de celles-ci ont été, au fil des ans, noyautées par des enseignants radicaux et sont devenues les incubateurs et les diffuseurs de théories néfastes mettant en cause les fondements mêmes de la civilisation occidentale et le droit à l'existence des Nations de souche européenne. Ces idées viennent

nourrir l'idéologie politiquement correcte et passent ensuite dans l'enseignement donné aux jeunes du primaire, du secondaire et du collégial. Jusqu'à tout récemment, ce noyautage était surtout visible dans le domaine des sciences humaines, mais on le retrouve maintenant dans celui des sciences de la nature, comme en témoigne la prétention des écologistes radicaux à s'appuyer sur la « science ». Il importe donc de libérer l'enseignement supérieur de l'emprise de l'extrême-gauche politiquement correcte et de protéger la liberté académique contre sa tyrannie. Les dirigeants de ces établissements doivent ainsi rompre avec le comportement de lâcheté consistant à sanctionner les enseignants qui encourent les foudres des gardes rouges bien pensants. Il faut aussi encourager les étudiants nationalistes à s'organiser pour contrer les activistes de gauche qui utilisent leur séjour à l'Université comme un stage en agitation sociale

et pour combattre leur propagande cosmopolite. Enfin, il faudrait continger les domaines d'enseignement qui ne mènent pas à des emplois socialement et économiquement utiles, mais servent à fournir à la secte politiquement correcte des enseignants radicaux, des journalistes gauchistes et des organisateurs syndicaux marxistes.

CONCLUSION

Les changements proposés ici à l'école québécoise vont de toute évidence à contre-courant de la direction vers laquelle cherchent à nous entraîner les adeptes de la rectitude politique. Toutefois, la survie de la Nation québécoise est au prix d'une telle contre-révolution, que l'on peut espérer tranquille mais couronnée de succès.

ÉTAT ISLAMIQUE 2.0

ROCK TOUSIGNANT

À mesure que progressent les enquêtes sur l'assassinat de Samuel Paty et l'attentat de la Basilique de Nice, il appert que les deux assassins ne sont pas des « loups solitaires » agissant isolément. Il est encore trop tôt pour parler de réseaux islamistes implantés en France, mais il est déjà possible de parler de complicités et d'envisager l'existence de métastases islamistes. Les deux assassins ont joui de l'appui et de la complicités de réseaux spontanés ad hoc et quasi familiaux, nous serions plutôt en présence de terreaux discrets prêts à passer à l'action selon les impulsions de jeunes musulmans désireux de rencontrer les fameuses vierges promises à ceux qui meurent au terme de la djihad. Perspective plus terrifiante que des réseaux structurés visant des objectifs politiques; car la guerre devient diffuse et incompréhensible. Nous revenons à ce terrorisme du pauvre souhaité initialement par l'État islamique. Souhait oublié après les combats de Mousson et de Raqqa. Une guerre de Cent ans commence. La première chose à faire est de reconnaître que nous sommes en guerre, nous ne l'avons pas déclaré, mais nous n'avons pas le choix de la mener. Encore faut-il être capable de « désigner l'ennemi ». Tache pour laquelle il ne faut pas compter sur un Justin Trudeau visiblement incapable de prononcer les mots « Islam radical » et de se rendre à cette réalité. Nous avons combattu le totalitarisme nazi et affronter le totalitarisme communiste, nous devons maintenant affronter une religion totalitaire. Serons-nous capables retrouver la résolution de Charles Martel à Poitiers, de Fernand le Catholique à Grenade, de Jean III à Vienne et Don Juan d'Autriche à Lépante. Islam No Pasaran.

L'AUTRE DEUXIÈME VAGUE

ROCK TOUSIGNANT



Après John A. Macdonald, les bien pensants entendent s'en prendre à Benito Mussolini. Non qu'il y ait une statue du Duce à Montréal, pas de statue, mais une fresque dont l'existence semble déranger les bien pensants, c'est ce que nous apprend Le Devoir:» Une pétition de 300 personnalités affirme qu'une fresque montréalaise à la gloire du chef fasciste Benito Mussolini, réalisée en 1931, doit faire l'objet d'une mise en contexte au coeur de l'église exceptionnelle qui l'accueille. L'immense fresque à la gloire de Benito Mussolini qui orne le plafond d'une église de Montréal mériterait d'être mise en contexte en ces temps troublés, soutient une brochette de personnalités.

L'Église Notre-Dame-de-la-Défense située près du marché Jean-Talon devrait au moins présenter à ses visiteurs des tableaux explicatifs et leur offrir des informations complètes dans un dépliant, le tout rédigé par des historiens compétents, indiquent les pétitionnaires. » (Du contexte demandé pour une œuvre représentant Mussolini, Le Devoir, 1er octobre). On ne voit pas quel est le rapport entre « ces temps troublés » et notre temps... Pétitionnaires, soyez plus explicites et expliquez-nous les rapports entre « vos temps troublés » et la fresque de l'église Notre-Dame-de-la-Défense. L'œuvre orne le plafond de l'église et à ce jour a provoqué moins de désordre que les Coupe Stanley gagnées ou non par le club de hockey canadien. Faudra-t-il mettre en contexte des « gladiateurs du Centre Bell » ?

« Ces pétitionnaires, réunis autour d'un noyau d'intellectuels d'origines italiennes, demandent qu'il y ait désormais dans l'église une plaque à la mémoire de Don Minzoni, tué par les fascistes en 1923. Ils souhaitent de surcroît qu'on ajoute, sur le terrain de l'église ou dans le périmètre voisin, une plaque ou un monument aux victimes du fascisme. » Avant que plaque et monument ne mettent en contexte le tout, profitons-en pour prendre connaissance de la version « acceptée » de l'histoire aujourd'hui.

« Dans l'entre-deux-guerres, le Duce recueillait l'estime de beaucoup de monde en Amérique, dans la diaspora italienne, mais aussi dans la population en général. Au nombre de ses admirateurs du Canada

français, on trouve des figures ouvertement fascistes, comme Adrien Arcand et Anacleto Chalifoux. [...] Parmi les admirateurs de Mussolini de l'entre-deux-guerres, on trouve également le chef conservateur et maire de Montréal Camilien Houde. » Une plaque devrait informer le public que le mouvement d'Adrien Arcand demeurera politiquement marginal de la création du Parti national-social chrétien en 1934 à la création du Parti de l'unité nationale en 1938 jusqu'à sa disparition en 1967 au décès de d'Arcand. Anacleto Chalifoux, pour sa part, n'est même pas une note en bas de page dans les manuels d'histoire du Québec.

« Les pétitionnaires considèrent vivre « un moment historique crucial » puisque « nous assistons à la recrudescence des mouvements nazis, fascistes, racistes négationnistes ». » Les pétitionnaires ont probablement en tête la montée des populismes et l'élection de Donald Trump aux États-Unis.

« La lettre collective a été rédigée par un comité d'intellectuels de la communauté italienne et signée par des citoyens d'origine diverses, de convictions politiques et de convictions religieuses différentes. Parmi eux, on trouve le député Alexandre Boulerice, l'ancienne ministre Louise Beaudoin, [...] Françoise David, ancienne porte-parole de Québec solidaire. »

La conception de la diversité de Jean-François Nadeau en dit beaucoup sur ses aprioris politiques; difficile de trouver beaucoup de différences entre les progressistes bon teint que sont les Boulerice, Beaudoin et David.[...] Pour les pétitionnaires, «

cette démarche s'inscrit, selon leurs dires, dans la mouvance d'un mouvement critique populaire « qui considère qu'il est nécessaire rebaptiser les rues et de retirer les monuments dédiés aux personnalités racistes et antidémocratiques ». »

Après les déboulonneurs, voilà venir le temps d'une des contextualisateurs. Ces derniers apparaîtront plus civilisés que les premiers, il ne faut pas s'y tromper, mais seront tout aussi détestables. Ils s'avancent vêtus de peaux d'agneau, mais ce sont eux aussi des loups. Les contextualisateurs qui ne sont en fait que la deuxième vague des déboulonneurs souhaitent comme ces derniers réécrire l'histoire et ne nous laisser que leur vision progressiste et « correcte ». Alors que les déboulonneurs souhaitent faire table rase de l'histoire et « nettoyer » l'espace public des représentations des « méchants » de l'Histoire, les contextualisateurs souhaitent plutôt nous « expliquer » l'Histoire à la lumière des dernières idées à la mode woke, réécrire l'Histoire selon les dernières modes qui prévaudront alors. Avec une telle conception de l'Histoire, il est déjà possible de conclure qu'il n'y aura jamais d'Histoire parfaite et ces « réécritures » feront toujours des insatisfaits exigeant une nouvelle réécriture. Il est déjà possible de prévoir que nous reverrons à l'œuvre les déboulonneurs dont la solution simple et radicale a le mérite d'être définitive et de couper court aux tergiversations.





ÊTRE BLANC, C'EST ACCEPTABLE?

MARIE GROULX

PARMI LES SUJETS QUI ME SEMBLANT ÊTRE DES FILONS INFINIS SUR LESQUELS DISSERTER, il y a comme je l'ai déjà dit par le passé la stupidité ambiante, alors que l'évolution devrait au contraire faire en sorte que les générations à venir soient plus intelligentes que celles du passé. Il y a aussi l'hypocrisie. Sur ce sujet, je pourrais facilement écrire une série de livres et ce sans me répéter. Il ne s'agirait pas de courts essais de cent quelques pages, mais de briques qui prendraient quelques jours à lire, même aux plus rapides de nos lecteurs. C'est que l'hypocrisie qui nous entoure est omniprésente et se présente à la façon d'un oignon avec des couches superposées.

Prenons par exemple un slogan que désormais tout le monde en Occident connaît, à moins d'avoir cette chance inouïe à notre époque, de vivre replié sur soi-même en ermitage aux fins fonds des bois et de ne plus avoir de liens avec la société dite moderne. Cette phrase est Black Lives Matter. On la répète ad nauseam. Elle est même devenue un mantra pour des milliers d'activistes qui s'en servent de cris de ralliement, mais aussi comme justification pour un nombre incroyable d'enjeux n'ayant aucun lien avec la race. Ce qui est bien avec ce slogan est que personne ne peut réellement être en désaccord.

Personne ne croit que les vies noires ne comptent pas. Pourtant, la phrase est un piège sémantique incroyable, puisqu'il est interdit de dire All Lives Matter, une phrase qui devrait pourtant être aussi consensuelle. Qui, sinon un raciste de la pire espèce peut clamer que toutes les vies ne sont pas importantes. Et pourtant, par un revirement incroyable, de dire haut et fort que toutes les vies sont importantes est aujourd'hui la preuve d'une racisme crasse. Ceux qui osent parler de l'égalité des races, de l'importance des tous et chacun sont des parias, des Kukluxklanistes en puissance, des suprématistes blancs. C'est ainsi que l'on étiquette désormais ceux qui croient en l'égalité absolue. Alors imaginez les rares fous qui osent dire que oui, « Black Lives Matter » et « White Lives Matter » aussi. Ceux-là sont bon pour l'échafaud, du moins la pendaison sociale et l'ostracisme. Il faut être un pestiféré pour oser mettre les races à égalité. Du côté des blancs, il y a quelques années, certains

cerveaux pas assez bien formés par la doxa actuelle, des réfractaires qui un jour finiront dans les camps de rééducation de l'État, qui planche probablement sur un projet de ce genre, ont inventé un slogan assez simple : « It's OK to be White ». Ce qui est bien avec ce slogan est que personne ne peut réellement être en désaccord.

Après tout, on ne dit pas que c'est super d'être blanc, ou que c'est mieux d'être blanc. On dit seulement qu'être blanc, c'est correct, passable, acceptable...

Mais, on le sait, c'est aux yeux des élites un slogan suprématiste insidieux. En disant que c'est correct d'être blanc, cela sous-tend qu'il ne faut pas se sentir coupable d'être blanc, ce qui est évidemment d'une inacceptabilité sans borne. On ne peut tolérer pareille nonchalance sur la question raciale. Les leucodermes ne doivent croire qu'ils sont dans leur droit d'exister et de parler de leur existence comme si elle allait de soi... Chaque affichage de ce slogan pourtant anodin soulève les passions. Ainsi, défrayait les manchettes nationales françaises cet été cet incident « haineux » :

« Ce 2 juillet, deux autocollants mentionnant « It's OK to be white » ont été apposés sur la boîte aux lettres et la grille de l'école élémentaire Jean-Moulin. Le directeur académique prend cet incident au sérieux et portera plainte s'il se reproduit. (...) Ces autocollants comportaient un même message, haineux : « It's OK to be white ». »

Le langage est loin d'être neutre, tous en conviendront. Rappelons avec quels euphémismes fut traitée la décapitation bien réelle d'un professeur français au

mois d'octobre. Aucune enflure verbale de la sorte. Tout porte à croire que socialement parlant il vaut mieux égorger quelqu'un au nom d'Allah que de dire que c'est acceptable d'être blanc.

En fait, dans l'anglosphère, des enquêtes policières et même parfois du FBI ont été lancées suite à l'apparition de ces affiches ou collants dans les campus américains. L'Anti-Defamation League du B'nai Brith place sur son site ce slogan parmi les symboles haineux, au même titre que la croix gammée ou des symboles klanistes!

Dans l'Ouest canadien, des enquêtes criminelles ont été lancées tant à l'Université de Manitoba qu'à New Westminster. Citée par Global News, Vanessa Woznow expliqua que lorsqu'elle vit ces pancartes, « (son) estomac se noua. C'est terrifiant de voir quelque chose comme ça. » Rien de moins.

On a donc deux slogans relativement similaires qui nous prouvent toute l'hypocrisie dans laquelle nous baignons : « Black lives Matter », un dogme inattaquable, qu'on ne peut relativiser ou appliquer à tous, et « It's OK to Be White », considéré comme un slogan haineux et suprématiste, qu'on ne peut prononcer ou afficher sans attirer les foudres du système. Ceux qui ne voient pas ce double-standard et ce qu'il implique sont soit de mauvaise foi ou ont des intentions beaucoup moins avouables. Donnons-leur le bénéfice du doute et imputons cette cécité à une lacune mentale.



JOHN A. ET LES AUTRES

MARIE GROULX ET ERNEST LEBLANG



CELA FAIT DÉJÀ UN CERTAIN TEMPS QUE LA STATUE DE JOHN A. MACDONALD A MORDU LA POUSSIÈRE, se décapitant dans le processus. Inutile donc de vous faire revivre les faits qui sont bien établis. Ce délai entre cet acte de vandalisme et l'analyse dans nos pages fait partie des désagréments d'avoir une publication bimestrielle. Enfin bref, inutile de s'épancher sur ces problèmes qui seront un jour peut-être chose du passé si le lectorat croît assez pour justifier une revue mensuelle, ce qu'on ne peut que souhaiter.

Lorsque John A. a perdu sa tête en cet humide jour d'août, c'est un sentiment de révolte qui m'assaillit. La gauche, qui auparavant se décrivait comme anti-américaine et qui se glosait de s'opposer – à raison – aux entreprises guerrières de l'Oncle Sam du Vietnam à l'Irak, est devenue profondément américanisée. À tel point qu'on frôle la caricature. Ces militants bariolés qui manifestent contre nos policiers surarmés buttant d'innocents Noirs est, comme je l'avais rappelé, d'un ridicule sans équivalent. La seule raison pour laquelle personne ne leur dit, c'est qu'ils se drapent du manteau de la vertu et que personne n'ose s'attaquer frontalement à la vertu. Alors les gens roulent des yeux et émettent de petits sons méprisants que seuls les activistes BLM/antifas ne semblent pas déchiffrer.

Mais pour en revenir à John A., je m'oppose de tout cœur à son déboulonnement... par l'extrême-gauche. Rappelons que ce sont mêmes censeurs qui vandalisèrent la statue du sauveur de Montréal, Dollard des Ormeaux. Ils ne sont pas contre John A. parce que celui était un francophobe avéré qui plongea ses mains dans le sang de Louis Riel, mais parce qu'il représente l'histoire européenne de notre pays. Il y a là toute une différence. Si ce déboulonnage avait été l'œuvre de troupes fanatisées menées par Guy Nantel (ok, je fantasmé), j'aurais applaudi : une ville française qui se respecte ne peut conserver un hommage à quelqu'un comme MacDonald. Mais puisque ce sont les antifas qui l'ont fait avec en tête de faire table rase de notre

passé, je ne peux qu'appuyer le souhait de Legault de la réinstaller... en attendant que des péquistes la fassent tomber une fois pour toutes.

Illogique ma position? Non, au contraire, l'intention compte pour beaucoup. Par exemple, si un enfant se fait enlever des mains un jouet par sa mère qui trouve celui-ci dangereux ou vulgaire, on applaudit. Mais si un enfant se fait enlever des mains un jouet – le même – par une petite frappe qui désire se l'approprier ou le détruire, on ne peut qu'intervenir et rappeler ce dernier à l'ordre. Voilà pourquoi je suis pour qu'on se débarrasse de John A., mais contre que ce soit l'œuvre d'antifas.

Ceci étant dit, en regardant de plus près ces fameux monuments que Valérie Plante aimerait épurer – à défaut de réaliser de grandes choses, elle souhaite détruire des petites – j'ai une liste de monuments qui sont à mon sens « controversés » et que j'aimerais soumettre à son comité de révisionnisme historique. Peut-être que le Journal de Montréal voudra de même actualiser sa liste de monuments « controversés ».

La plus troublante est certainement celle du « docteur rouge ». On peut se demander pourquoi Montréal conserve encore une statue de Norman Bethune, docteur et militant communiste renommé. Il a combattu avec les républicains en Espagne et il a été compagnon de route de Mao Tsé-Toung en Chine, se faisant donc le complice et la caution morale du communisme qui fit,

doit-on réellement le rappeler, plus de 100 millions de morts, un bilan à ce jour inégalé. Certains nous diront que Bethune symbolise l'amitié sino-canadienne, mais la Chine traditionnelle a produit mille héros plus intéressants que ce vulgaire médocastre. Même s'il n'a pas participé lui-même aux tueries, son action a permis que de nombreuses boucheries soient commises par ses camarades. Que dire également de la statue de Jean-Paul Riopelle, ce gribouilleur qui n'a jamais caché ses sympathies anarchistes ? Il a été soutenu autant par une bourgeoisie internationale amatrice d'art subventionné que par des militants emplis de haine anti-québécoise. Le grand capital et les antifas ont toujours marché main dans la main. On notera enfin que Montréal compte plusieurs monuments dédiés à l'immigration, ce qui est un comble. Il faudra bien que nos élites finissent par reconnaître le remplacement de population un jour ou l'autre.

Donc voilà, l'extrême-gauche, profondément ignare, n'est peut-être pas consciente qu'elle possède ces symboles à Montréal, mais nous si. On ne souhaite pas comparer le martyr des victimes du communisme avec celui de nos frères Métis de l'ouest, mais au niveau quantitatif, les rouges emportent tout de même la palme. Le docteur rouge cautionnant les boucheries maoïste et républicaine espagnole mérite-il un hommage ici?





LECTURE DISSIDENTE

PIERRE TRÉPANIÉ

LE TRADITIONALISME RÉVOLUTIONNAIRE

EN NOVEMBRE 2019, L'INFATIGABLE JEAN-JACQUES STORMAY A PUBLIÉ ABÉCÉDAIRE MAL-PENSANT. Manuel de combat du traditionalisme révolutionnaire (Reconquista Press), un fort volume de 640 pages, sans compter les index. La matière se répartit en 88 rubriques. Comme toujours, l'auteur secoue le lecteur et le force à réfléchir. Combat du fascisme aurait mieux reflété le contenu. La thèse développée dans cet ouvrage est qu'il n'existe qu'un traditionalisme révolutionnaire, et que c'est le fascisme.

La possibilité qu'il puisse y avoir d'autres traditionalismes révolutionnaires n'est ni envisagée ni discutée. D'ailleurs aucune rubrique n'est consacrée au traditionalisme révolutionnaire. Ce livre est-il un manuel ? Si on entend par là un exposé organisé et gradué, élémentaire, ce qui ne veut pas dire superficiel, à l'usage du militant moyen, il faut répondre par la négative. Le cercle d'étude qui voudrait s'en servir dans ses travaux devrait prévoir

un plan de lecture afin de ménager des étapes, d'assurer une progression. La présence de renvois à l'intérieur des rubriques et le très utile index des thèmes faciliteraient la tâche. Un « abécédaire » est conçu pour être consulté. Pour ma part, j'ai préféré le lire à la suite, sans sauter une ligne, exercice des plus stimulants. D'une rubrique à l'autre, on remarque des répétitions, à valeur pédagogique à mon sens : une même notion est abordée sous des angles différents.

Quels publics particuliers l'auteur vise-t-il ? Les nationalistes et les droitistes, les vrais. Je crois bien qu'il désespère des conservateurs, à propos desquels il cite G.K. Chesterton : « L'affaire des progressistes est de continuer à commettre des erreurs. L'affaire des conservateurs est d'éviter que les erreurs ne soient corrigées. » Mais ceux dont il veut surtout toucher l'esprit et le cœur sont les traditionalistes catholiques, à qui il réserve ses traits les plus acérés. Aux laïcs de la Fraternité Saint-Pie X, par exemple, il reproche le double excès de surnaturalisme et de cléricalisme, qui les détournent de l'action proprement politique et les enferme dans une sorte de quiétisme. Les sédévacantistes, qui croient que les papes depuis Pie XII sont de faux papes, ont droit à une abondance de sarcasmes. La colère qui affleure de temps à autre ne diminue en rien la valeur de l'ouvrage. L'intellectuel le plus rationnel que j'aie connu est l'économiste François-Albert Angers — rationnel au sens ontologique (le respect de l'ordre de la nature cosmique et de la nature humaine) et au sens logique (la puissance du raisonnement). Au cours de la campagne du référendum de 1995, il me



disait que notre rôle était d'être les extrémistes de l'indépendance et que l'échec nous attendait si les chefs ne soulevaient pas la passion populaire. La lutte politique a ses exigences.

La situation est telle, pour Stormay, que le redressement passe nécessairement par l'étape du fascisme, appelé à s'effacer, son œuvre accomplie, devant la monarchie et l'empire. La démonstration en est essentiellement philosophique, mais elle fait appel aussi à l'Histoire : « L'Histoire révèle que l'Empire est de nature germanique » (p. 632). Une des grandes tragédies du passé européen fut la démesure de la France qui, incapable de se satisfaire de la vocation spirituelle, culturelle qui était la sienne — telle la Grèce à l'égard de Rome —, s'est posée en concurrente du Saint-Empire romain germanique. Elle était allée jusqu'à s'allier avec l'Ottoman contre l'empereur catholique. La Révolution de 1789 s'explique d'abord par l'impuissance de la France au XVIIIe siècle à réformer sa monarchie dans un sens organique, assurant la circulation des élites. En 1944, il était encore temps de faire barrage à la Révolution communiste par un renversement



des alliances, l'Europe et l'Amérique joignant leurs forces à celles d'Hitler contre les Soviétiques. Autant de rendez-vous ratés avec l'Histoire, faute de fonder l'action sur la philosophie du bien commun politique.

Mais qui dit fascisme, ne dit-il pas aussi totalitarisme ? Contrairement à beaucoup d'auteurs, l'auteur ne se dérobe pas. Le totalitarisme comme système de gouvernement est un passage obligé, quoique temporaire. Il faut non pas une réforme, mais une révolution, qui doit chercher sa raison et son programme dans l'organicité de l'État chargé du bien commun politique, auquel se rapportent individus et familles et où familles et individus trouvent leur bien particulier temporel. Les pages sur le totalitarisme

concret sont trop allusives. Notre époque dominée autant par la technocratie totalitaire que par le cybercapitalisme de surveillance, et ravagée par la culture de l'annulation (cancel culture), affronte des défis que les années 1930 ne pouvaient concevoir. Au sujet du philosophe, rappelant que ce dernier est membre de la cité, l'auteur reconnaît le droit de la cité à « l'empêcher de diffuser les fruits de sa pensée si cette dernière est erronée » (p. 626). Qui portera ce jugement ? Tout totalitarisme historique, même si ce n'était que par accident, a comporté une part de terreur. Louis Veuillot en fait la remarque au sujet de l'Empire romain : « Rome est morte de débauche et de peur, surtout de peur. » Il ne suffit pas d'opposer le mauvais totalitarisme, celui du communisme athée, au bon totalitarisme, celui du

fascisme catholique. Plus que la terreur, ce qu'il faut craindre, c'est l'arbitraire de la terreur. Stormay met peut-être trop de confiance dans la tendance de ce qui est de droit à informer ce qui est de fait. Le traditionalisme révolutionnaire doit penser les garanties, les contrepoids, les garde-fous, dès lors que l'on quitte le monde des Idées pour celui de la contingence. Cette réflexion, le libéralisme l'a ratée. À ce chapitre, l'auteur doit à ses lecteurs de développer sa méditation.

Jean-Jacques Stormay, Abécédaire mal-pensant. Manuel de combat du traditionalisme révolutionnaire Reconquista Press, 2019, 272 p.



LECTURE DISSIDENTE

MARIE GROULX

DEPUIS LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE, le régime démocratique fait partie de ces dogmes inattaquables, comme le fait que la terre est ronde. Encore est-il qu'il se trouve probablement plus de gens au Canada qui remettent en question la rotondité de notre planète que le système démocratique. Hors de la démocratie, point de salut.

Pourtant, la démocratie ne s'est pas toujours imposée comme le régime idéal. Alors que l'histoire de l'humanité est plurimillénaire, ce système n'a pas encore soufflé ses 250 bougies, si l'on fait abstraction de la démocratie grecque qui n'avait que très peu à voir avec celle que nous subissons depuis la Révolution française.

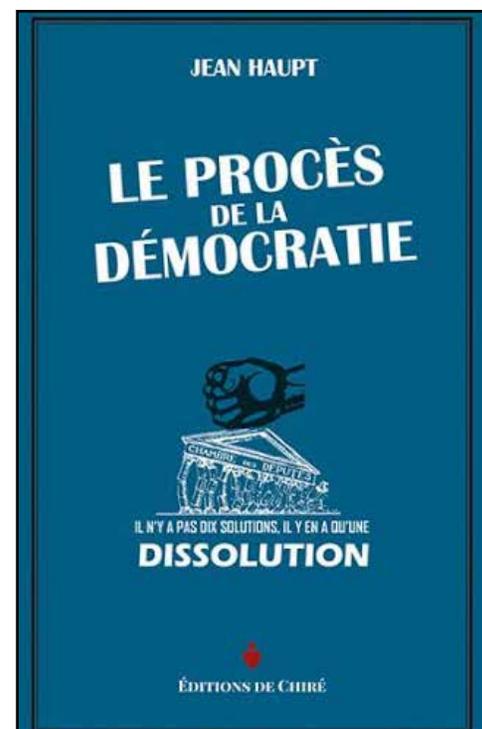
Jean Haupt, dans un court ouvrage récemment réédité chez nos amis de Chiré, ose un crime de lèse-majesté, ou plutôt de lèse-république : il fait le procès de ce système dont l'histoire, malgré ses prétentions, est loin d'être exempte de crimes et d'atrocités.

Dans ce court réquisitoire il met en lumière les contradictions flagrantes, les manques du système, ses mensonges, ses aberrations. Haupt n'est pas, et c'est bien heureux, un de ces universitaires qui

se gargarisent de théories ou de mots pompeux qui ne signifient pas grand-chose. Il emploie ce qu'on appelle au Québec « le gros bon sens », cette logique presque innée que nous avons héritée de nos pères. C'est certes un homme de haute culture, comme notre époque n'en produit plus, mais il n'a pas besoin de nous en faire l'étalage pour nous le démontrer.

Des livres portant sur la démocratie, j'en ai lu quelques-uns, certains convaincants, d'autres moins, certains qui requièrent un café bien tassé pour ne pas s'endormir, d'autres qui doivent être lus un dictionnaire à la main. Le procès de la démocratie est à ce jour la meilleure synthèse sur la question, un livre à se procurer immédiatement pour se sortir de cette matrice mentale qu'on accepte trop souvent.

LE PROCÈS DE LA DÉMOCRATIE



Jean Haupt, Le Procès de la Démocratie, Éditions de Chiré 2020, 192 p.



LECTURE DISSIDENTE

ÉMILIE P.

UN MONDE ORWELLIEN NOMMÉ COVID

LE COVID-19, ON NE PEUT LE NIER, A CHANGÉ NOS VIES. Que l'on croit à sa nocivité ou non, les impacts des mesures prises pour juguler la pandémie - pour « aplatis la courbe » - et leur disproportion ont franchi des caps qu'on croyait inatteignables. Géolocalisation des citoyens, imposition du masque, émission de mandats sur le champ pour investir les maisons, mise aux arrêts à domicile d'une population complète durant deux mois... tout cela sera un jour analysé par les historiens du futur comme un coup de maître contre les libertés individuelles. Mais d'ici là, ces mesures qui nous briment dans notre quotidien doivent-elles être acceptées?

Ils sont des milliers à prendre la rue régulièrement pour dire que non.

Notre collègue Sylvain Gauthier, déjà auteur d'un Occident dans la soupe chaude, s'est penché sur la question covidienne dans un court essai rédigé à chaud, pendant que le fer est aussi rouge que les centres urbains. Il en ressort une charge frontale contre nos élites, composée avec un style mordant, de courtes phrases lancées au lecteur, telles un staccato martelé par un musicien souhaitant réveiller un auditoire endormi, qui se trouve ici présent à être notre peuple, celui qui donne 76% d'appui inconditionnellement à Legault et son équipe.

Gauthier revient tout d'abord sur l'occasion ratée du début de la crise, alors que Legault avait en main toutes les cartes pour arracher à Ottawa les concessions que nous voulons et même plus. Souvenons-nous que Trudeau réagit avec une lenteur incroyable, alors que Legault donnait le ton. Dans les rues, j'entendais les promeneurs, habituellement occupés à parler de sujets consensuels, aborder la question de l'indépendance. Quel choc! Mais comme le rappelle Gauthier, Legault ne fonça pas dans cette porte entre ouverte, son nationalisme n'était que façade.

Puis, l'épisode du covid permit de démontrer la puissance des médias qui donnèrent le ton et imposèrent une psychose collective au peuple québécois. Comme le soutient l'essayiste, ce n'est là qu'un exemple de la propagande constante, car en temps normal, « les médias traditionnels détiennent le rôle de leader dans le développement de cette tutelle psychologique et intellectuelle imposée par la gauche multiculturaliste. » Beaucoup ont constaté le rôle de propagandiste des

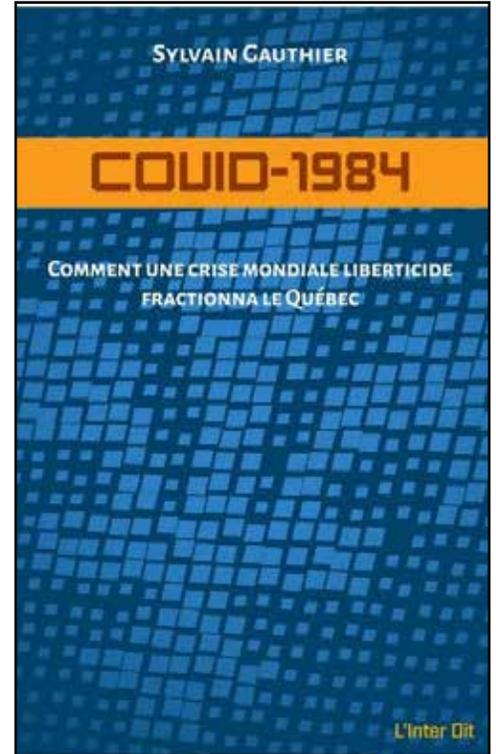
médias pendant la crise; ces gens doivent réaliser que le reste du temps, les médias ne sont pas plus objectifs et sont des vecteurs de désinformation. Immigration, multiculturalisme, politique : les médias ordonnent quoi penser. Pascale Ferrier, qui tenta d'assassiner Donald Trump, est le produit de ce modelage intellectuel. À l'opposé, le cas de Radio X, privé de publicités et donc d'argent pour avoir refusé une publicité « anti-conspirationniste », démontre à quel point les journaux et radios doivent suivre la ligne qui leur est implicitement tracée.

L'auteur en appelle à la résistance face à la désinformation et espère voir s'instaurer un contre-pouvoir et, oserait-on dire, une contre-société, un projet d'envergure dans lequel s'inscrit le Harfang, qu'on ne pourra jamais faire danser avec la perte de revenus publicitaires. Vous seuls financez ce projet, on ne peut donc nous couper les vivres.

Toujours est-il qu'au-delà de ces préoccupations, il ne faut pas tomber dans le présentisme et voir le covid et ses conséquences comme l'alpha et l'oméga de tous nos problèmes. Avant l'arrivée du virus chinois, la situation n'était pas rose, loin s'en faut. Le problème de fond persiste, même si la crise du covid nous en détourne momentanément, d'où l'importance de rappeler que « l'enjeu prioritaire de notre peuple est démographique. L'immigration de masse déstabilise progressivement notre patrie. C'est notre pire ennemi. »

Le covid passera (ou ne passera pas!), mais notre submersion démographique sera si rien n'est fait.

Ainsi, plutôt que de s'emmurer, « la droite nationaliste peut aussi se servir de cette opportunité en or



pour développer et répandre son argumentaire antimondialiste; la perte d'unité nationale, des virus transmissibles plus facilement, des immigrants qui viennent alourdir une crise sociale et économique, des organisations supranationaux (dont l'OMS) nuisibles pour la souveraineté des États, l'attitude déplorable d'une gauche mondialiste cachottière, haineuse et disposée à retirer des droits et libertés fondamentaux. »

S'il n'a peut-être pas le style des grands essayistes français et des pamphlétaires, il faut dire que plutôt que d'aiguiser sa lame et de peaufiner son style, Sylvain Gauthier a été jeté dans l'arène, seul, mais prêt à en découdre avec ceux qui veulent uniformiser et homogénéiser notre monde. C'est sur ce point qu'il incombe de juger de son œuvre et non sur des critères stylistiques qui en ce moment sont loin d'être notre principale préoccupation. Notre littérature n'a pas besoin d'esthètes retranchés du monde, mais de battants prêts à entonner un chant de ralliement. Et Gauthier est déjà dans le ring, prêt à en découdre.

Sylvain Gauthier, *Covid-1984*, L'Inter Dit, 2020, 143 p.





LECTURE DISSIDENTE

ROCK TOUSIGNANT

JACQUES CARTIER

PONT JACQUES CARTIER, RIVIÈRE JACQUES CARTIER. Pas oublié peut-être, mais certainement méconnu, Rémi Tremblay nous invite, avec sa récente biographie du navigateur malouin, à découvrir l'homme derrière l'image. Travail impressionnant, le petit format de l'ouvrage ne doit pas tromper, il s'agit d'un travail sérieux et méticuleux. La matière y est serrée et le livre fourmille d'informations, mais il demeure toujours agréable à lire.

L'auteur s'assure aussi d'inscrire Cartier dans son époque en évoquant les Grandes explorations et cette volonté de trouver la route des Indes et, par la même occasion, de découvrir et conquérir de nouvelles terres pour la plus grande gloire de Dieu et du Roi (qu'il soit portugais, espagnol ou français). En cela, le découvreur du Canada est un homme de son siècle : « L'esprit prométhéen, qui fit la grandeur de l'Europe, est tellement loin de notre prosaïque réalité actuelle qu'on ne parvient même plus à le concevoir. Pourtant, c'est justement cet esprit, cette soif de réalisation au mépris du confort matérialiste qu'il faudrait retrouver pour sauver nos peuples endormis. » (page 9)

Jacques Cartier naît en 1491 alors que battent justement ces Grandes explorations. Il n'aura pas l'opportunité de devenir lettré. Une question intéressante se présente à notre esprit : un lettré aurait-il pris la mer comme Cartier l'a fait? Ce n'est pas un ignorant pour autant. Tremblay note que « Jacques Cartier reçut une éducation religieuse. Il fut un élève studieux et apprit l'astronomie et la cartographie, mais aussi la construction de navires. On sait aussi qu'il apprit le portugais, quoique l'on ne sache pas la façon dont il l'étudia. Sa jeunesse se déroula apparemment sans histoire [...] Contrairement à l'idée qu'on peut se faire d'un marin breton du XVI^e siècle, Cartier n'est pas un rustre sans manières. Il était courtois, appréciait la lecture et son écriture soignée prouve son éducation, ainsi que son application. » (pages 32 et 33)

Voilà l'homme. Ces qualités lui permettent (avec d'autres sûrement) d'épouser Catherine des Granges, mariage qui lui permet une importante ascension sociale : « Issu de la petite bourgeoisie, il entra désormais dans la petite noblesse et devint dès lors un notable. » (page 34) C'est ce notable qui, en 1532, rencontre le roi François 1^{er} et s'ouvre à lui sur son projet de découvrir la route des épices, ainsi que de l'or et de l'argent, tout en acquérant des territoires en Amérique. « Il fit valoir de plus la conversion des populations des terres nouvelles à la vraie foi, comme les missionnaires espagnols avaient commencé à le faire en Nouvelle-Espagne. » (pages 35 et 36)

Le roi acquiesce à son projet et se montre disposé à le commanditer. Le 20 avril 1534, les deux vaisseaux de Cartier (le Triton et le Goéland) lèvent les voiles et mettent cap à l'ouest. Il atteint d'abord Terre-Neuve. C'est un territoire connu, car les Basques à la recherche de morues connaissent

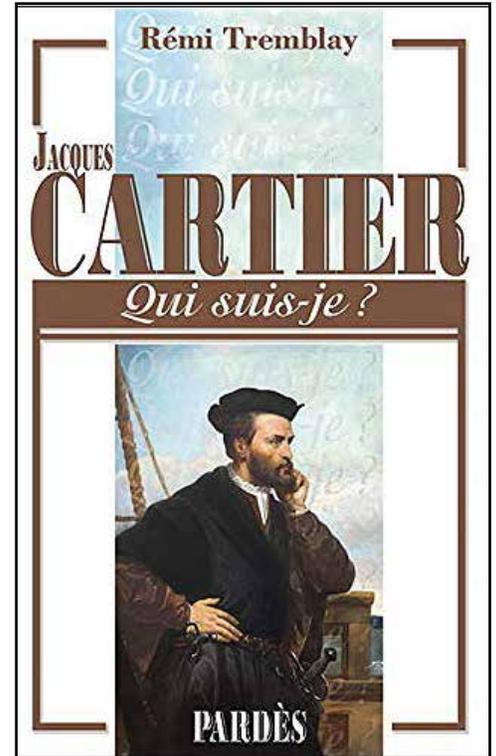
déjà ces rivages. Le 24 juillet 1534, Cartier plante une croix à Gaspé. Il en avait déjà plantées pour servir de balises, mais celle de Gaspé a un autre objet : « Celle-ci était plantée dans une intention politique, pour signifier que l'Amérique située au nord des territoires espagnols était désormais une possession française. » (page 50). L'aventure française en Amérique commence significativement sous le signe de la croix.

En septembre 1534, Cartier est de retour en France. À peine revenu, Cartier souhaite repartir, ce qu'il fera dès l'année suivante. Le 9 août 1535, « il arriva dans une baie gigantesque qu'il nomma Saint-Laurent [...] Il explora l'estuaire et découvrit ainsi l'embouchure du fleuve. » (page 59) Suivra sa rencontre avec Stadaconé et la découverte d'Hochelaga, épisodes que certains lecteurs pourront considérer comme des distractions. Pourtant, à bien y penser, ces pages ne sont pas inutiles, car elles illustrent bien les relations qui vont se nouer entre Français et Autochtones. Relations empreintes de curiosité et de respect mutuel. Des relations qui demeureront les mêmes tout au long de l'histoire de la Nouvelle-France jusqu'en 1760 (sauf avec les Iroquois, mais comme le dit Kipling, cela est une autre histoire). Relations qui se poursuivront même au-delà, si l'on songe à Pontiac, à Louis Riel et aux Métis.

Revenu en France en juillet 1536, Cartier tente de donner corps à son véritable rêve : « De retour en France, Cartier fit rapport au roi, tentant de le convaincre de financer une nouvelle expédition et d'entreprendre la colonisation du Canada.

Le Malouin, plutôt que d'insister sur la possibilité d'atteindre aux richesses de l'Orient par un hypothétique passage vers la mer de Cathay, mit l'accent sur les terres fertiles du Canada, sur la grande variété d'arbres et de végétaux qu'on y trouvait, mais aussi sur l'abondance du gibier et des poissons, tant d'eau douce que d'eau salée, dont il présenta l'inventaire au roi. [...] Selon les propos de Cartier, le Canada n'est plus une contrée fabuleuse, mais une terre bien réelle offrant des possibilités de colonisation durable. Les rêves de route vers les richesses de l'Asie qui avaient motivé ses premières expéditions ne s'étaient pas concrétisés, mais celles-ci avaient permis de découvrir un pays habitable où il ferait bon vivre et où l'on pourrait prospérer. » (page 91)

La dernière expédition de Cartier au Canada a eu lieu en 1541, expédition malheureuse, car marquée par un conflit



avec Roberval, nommé Lieutenant général du Canada, donc supérieur de Cartier. L'humiliation est complète, Roberval n'a jamais mis les pieds au Canada. Malgré ce contexte, Cartier quitte néanmoins Saint-Malo. Il arrive au Canada avant Roberval et attendant en vain ce dernier, il décide de quitter le Canada sans autorisation de son supérieur, fait qui lui sera reproché en France. Jacques Cartier mourut le 1^{er} septembre 1557, emporté par une épidémie. « Sa découverte du Canada avait rapporté à Cartier « plus de renom que d'argent » et c'est à la postérité qu'il dut une gloire posthume. » (page 107) Une partie de cette gloire posthume est constituée pour une bonne part par la poursuite de l'aventure française en Amérique, à nous de faire prospérer l'héritage du Malouin.

Il faut souhaiter un franc succès à l'ouvrage de Rémi Tremblay, un succès tel qu'il incitera son éditeur, Pardès, à lui confier la rédaction d'ouvrages sur d'autres grandes figures de la geste française en Amérique, comme Samuel de Champlain, le Sieur Pierre de La Vérendrye et ses fils et évidemment Pierre Lemoine d'Iberville. À signaler une abondante iconographie et une bibliographie qui permettra aux intéressés d'approfondir leur connaissance du découvreur du Canada.

Rémi Tremblay, *Jacques Cartier, Grez-sur-coing, Pardès (collection Qui suis-je?), 128 pages*





quebecoisdesouche.info

« À TOUTE DISTANCE DE LA DOCTRINE, DÉMOCRATIQUE ET INDIVIDUALISTE,
DU DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES,

LE NATIONALISME ENSEIGNE

LE DEVOIR DES PEUPLES DE DEMEURER EUX-MÊMES. »

JOSEPH MÉREL